

De l'or au code — Tome 1 : Constat

Préface

Pourquoi ce livre existe

Ce livre est né d'une prise de conscience douloureuse — et d'un relevé bancaire.

En 2023, après quinze ans de travail, j'ai regardé mon épargne. Vraiment regardé. Pas le chiffre sur l'écran — ça, je le connaissais. Non, ce que ce chiffre pouvait réellement acheter. Et j'ai compris que mon compte épargne, celui que ma banque me présentait comme « sûr » et « rémunéré », me volait un peu plus chaque année.

Pas par malveillance. Par design.

L'inflation officielle disait 2 %. Le prix de mon panier de courses disait 15 %. Mon loyer disait 20 %. Et le taux de mon livret d'épargne — ce fameux « placement sans risque » — disait 0,11 %. Vous connaissez la blague : quand on vous promet la sécurité et qu'on vous livre l'érosion, ça ne s'appelle pas un placement. Ça s'appelle un racket en costume-cravate.

J'ai voulu comprendre pourquoi. Pas les explications de surface — « c'est le marché », « c'est la conjoncture » — mais les mécanismes profonds. Qui décide que votre argent vaut moins demain qu'aujourd'hui ? Qui imprime, qui distribue, qui profite ? Et surtout : pourquoi ceux qui fabriquent le problème sont-ils les mêmes qui prétendent vous en protéger ?

Ce livre est le résultat de cette enquête. Et de ce qui a suivi : ma tentative, concrète, imparfaite, parfois désastreuse, de reprendre le contrôle.

Ce que ce livre n'est pas

Ce livre n'est pas un manuel d'économie. Des universitaires infiniment plus qualifiés que moi ont disséqué le système monétaire international — Eichengreen, Stiglitz, Hudson, Klein. Leurs travaux sont cités abondamment dans ces pages, et je vous encourage à les lire.

Ce livre n'est pas un guide pour « devenir riche rapidement ». Si c'est ce que vous cherchez, reposez-le immédiatement. J'ai essayé le raccourci. Levier x10, rendement x10 en un an — et liquidé en trois heures. Tout perdu. Puis levier x3, plus prudent, plus réfléchi — liquidé à nouveau, le 10 octobre 2025. Deux ans de travail, deux gifles magistrales.

Ce livre n'est pas non plus un pamphlet anti-système. L'impôt est légitime. La régulation est nécessaire. Le contrat social a du sens — quand il est respecté des deux côtés.

Ce que ce livre est

C'est le récit d'un citoyen ordinaire — un Belge, informaticien, sans formation en finance — qui a décidé de ne plus subir. De comprendre le système, d'en identifier les failles, et de construire, ligne de code après ligne de code, un outil pour protéger son épargne.

Un robot de trading. Un algorithme qui achète et vend des cryptomonnaies 24 heures sur 24, sans émotion, sans fatigue, sans FOMO. Un programme qui applique des règles mathématiques pendant que je dors.

Est-ce que ça marche ? Parfois. Est-ce que ça échoue ? Souvent. Est-ce que j'ai appris davantage de mes échecs que de mes succès ? Absolument.

Les trois tomes

Ce livre se lit comme un voyage en trois étapes.

Tome 1 — Fondations : Pourquoi votre épargne est en danger. De la création monétaire au privilège exorbitant du dollar, en passant par Bretton Woods, le FMI, l'euro et les crises à répétition — ce tome pose le diagnostic. Il explique pourquoi laisser son argent dormir sur un compte, c'est accepter de le voir fondre. Il ne prétend pas être exhaustif, mais il connecte les points que les manuels d'économie préfèrent garder séparés.

Tome 2 — Construction : Comment j'ai construit ma réponse. Les enveloppes de moyenne mobile, le backtesting, la gestion du risque, l'architecture d'un bot de trading. Ce tome est technique sans être hermétique. Vous n'avez pas besoin d'être développeur pour le comprendre — mais si vous l'êtes, vous aurez envie de coder le vôtre avant la fin du chapitre.

Tome 3 — Réalité : Ce qui s'est vraiment passé. Les liquidations, les nuits blanches, la corrélation BTC qui rend la diversification illusoire, et les leçons payées au prix fort. Ce tome est le plus personnel et le plus utile. Parce que la théorie ne vaut rien sans la confrontation au réel — et le réel ne fait pas de cadeaux.

À qui s'adresse ce livre

À tous ceux qui ont l'intuition que quelque chose ne tourne pas rond. Que le système monétaire n'est pas conçu pour les protéger. Que leur épargne mérite mieux qu'un livret à 0,11 %.

Vous n'avez pas besoin d'être trader, développeur ou économiste. Vous avez besoin de curiosité, d'un peu de patience, et de la volonté de regarder derrière le rideau.

Si après cette lecture vous décidez de ne rien changer à votre façon de gérer votre argent, c'est votre droit. Mais au moins, ce sera un choix éclairé — pas un choix par défaut.

Un dernier mot

J'aurais pu garder tout ça pour moi. Le bot tourne, les leçons sont apprises, la stratégie est affinée. Pourquoi partager ?

Parce que le silence profite toujours aux mêmes. Parce que si un seul lecteur évite la liquidation qui m'a coûté deux ans de travail, ce livre aura justifié son existence. Et parce que dans un monde où la complexité financière est utilisée comme une arme pour maintenir les gens dans l'ignorance, expliquer simplement est un acte de résistance.

De l'or au code. Du problème à la solution. Du citoyen passif au citoyen qui agit.

Bonne lecture.

Bruxelles, 2026

La création monétaire : de la matière à la confiance

Savez-vous que 92 % de la monnaie en circulation n'existe pas physiquement ?

Nous vivons dans un monde où l'immense majorité de la monnaie n'est plus faite de billets ou de pièces, mais de simples écritures comptables. Environ 92 % de la monnaie en circulation dans la zone euro est purement immatérielle¹, créée par les banques et pilotée par des autorités monétaires que la plupart des citoyens connaissent très peu.

Loin de l'image rassurante des pièces sonnantes et trébuchantes et des billets que l'on peut palper, notre système monétaire repose aujourd'hui sur trois piliers fragiles : la création *ex nihilo*, l'intervention massive des banques centrales et une série de « voiles » — financiers, monétaires et statistiques — qui masquent ses effets réels sur la société.

Dans ce premier article, nous remonterons aux origines de la monnaie pour comprendre comment nous sommes passés de l'or au néant — et comment des milliers de milliards sont aujourd'hui créés d'un simple trait de plume.

1. Des origines matérielles à la monnaie fiduciaire

Au départ, les échanges se faisaient par troc : blé contre chèvre, service contre nourriture. Ce système est vite limité par la « double coïncidence des besoins » : il faut que chacun veuille exactement ce que l'autre offre, au même moment. Pour dépasser cette contrainte, les sociétés adoptent la **monnaie marchandise** : coquillages, sel, bétail — des biens reconnus par tous pour leur valeur. Ils servent d'intermédiaires d'échange, mais restent encombrants, difficiles à stocker et à diviser.

Les **métaux précieux**, notamment l'or et l'argent, s'imposent ensuite : durables, divisibles, transportables. Vers 600 av. J.-C., en Lydie, apparaissent les premières pièces frappées, standardisées et garanties par le pouvoir politique. Plus tard, pour éviter de transporter de grandes quantités de métal, les marchands déposent leur or chez des banquiers, qui leur remettent des billets : de simples certificats de dépôt échangeables à tout moment contre l'or.

Ce système conduit à l'**étalon-or** : chaque unité monétaire représente une quantité fixe de métal précieux. La stabilité est forte, mais la création de monnaie est rigide — l'économie ne peut pas facilement s'adapter à la croissance ou aux crises, car la masse monétaire est limitée par le stock d'or.

Au XX^e siècle, l'étalon-or est progressivement abandonné. La monnaie devient **fiduciaire** : elle n'est plus convertible en or, sa valeur repose sur la confiance dans l'État et la banque centrale qui l'émet. L'euro comme le dollar américain ne sont plus adossés à une richesse matérielle, mais à une promesse : celle que cette monnaie sera acceptée demain par tous. Cette promesse est entretenue par un discours idéologique et politique — stabilité des prix, crédibilité des institutions, puissance économique, indépendance des banques centrales. Tant que ce contrat de confiance tient, la monnaie conserve sa valeur. S'il se fissure, c'est la monnaie elle-même qui vacille.

2. La création monétaire *ex nihilo* : l'argent comme écriture

Aujourd'hui, la majeure partie de la monnaie n'existe plus sous forme de billets ou de pièces, mais de **monnaie scripturale** : des chiffres inscrits sur les comptes bancaires. Cette monnaie est créée *ex nihilo*, littéralement « à partir de rien », par les banques commerciales lorsqu'elles accordent un crédit.

Quand une banque accorde un prêt de 10 000 € à un client, elle ne puise pas cette somme dans un coffre rempli de billets. Elle inscrit simplement +10 000 € sur le compte du client et, en contrepartie, enregistre une créance de 10 000 € sur ce client. Par un simple jeu d'écritures comptables, de la nouvelle monnaie apparaît dans l'économie. Quand le prêt est remboursé, le dépôt et la créance s'annulent : cette monnaie est détruite. Les **intérêts**, eux, restent dans le système comme revenu de la banque — ce qui signifie que le système a structurellement besoin de toujours plus de crédit pour fonctionner.

Ainsi :

- **les crédits créent la monnaie ;**
- **les remboursements la détruisent.**

Cette monnaie scripturale n'est adossée à aucune richesse matérielle précise : elle tire sa valeur de la croyance collective qu'elle sera acceptée demain pour acheter des biens, payer des impôts, rembourser des dettes. Sa réalité est principalement symbolique : elle repose sur un cadre juridique, un système bancaire et une fiction collective soigneusement entretenue.

3. Banques centrales, BCE, FED : architectes du système

Au sommet de ce dispositif se trouvent les banques centrales, comme la **Banque centrale européenne (BCE)** pour l'euro et la **Réserve fédérale (FED)** pour le dollar. Elles ne prêtent pas directement aux ménages et aux entreprises, mais elles encadrent la capacité des banques commerciales à créer de la monnaie et garantissent la promesse de stabilité qui soutient l'ensemble.

Elles créent la **monnaie de base** (monnaie centrale), utilisée dans les échanges entre banques et pour les billets. Elles fixent les **taux directeurs** :

- **taux bas** → crédit moins cher → création monétaire stimulée ;
- **taux élevés** → crédit plus cher → création monétaire freinée.

Elles imposent aussi des règles prudentielles (réserves obligatoires, exigences de capital, tests de résistance) pour limiter les excès de crédit.

La FED a un double mandat — stabilité des prix *et* plein emploi — avec une structure décentralisée via ses banques régionales. La BCE a pour objectif principal la stabilité des prix dans une union monétaire de 20 pays, avec un Conseil des gouverneurs réunissant son directoire et les banques centrales nationales. Les outils sont proches, mais les contraintes politiques et juridiques diffèrent.

4. L'assouplissement quantitatif : la création monétaire à grande échelle

Lors des crises récentes, un outil a pris une importance décisive : l'**assouplissement quantitatif** (*quantitative easing*, QE). Quand les taux d'intérêt sont déjà proches de zéro et que l'économie reste fragile, les banques centrales vont plus loin : elles créent de la monnaie et l'utilisent pour acheter massivement des titres financiers — principalement des obligations d'État, parfois des obligations d'entreprises ou d'autres actifs.

Concrètement :

- elles créent de la monnaie et la versent aux banques et aux investisseurs ;
- en échange, elles récupèrent leurs obligations et autres titres ;
- les taux d'intérêt à long terme baissent, la liquidité du système financier augmente, le crédit est encouragé, la déflation est évitée.

Cette pratique illustre le caractère non matériel de la monnaie moderne : des centaines, voire des milliers de milliards sont créés par de simples écritures au bilan des banques centrales, dans le cadre d'un discours selon lequel il s'agit de « sauver » l'économie.

Des bilans géants

L'ampleur de ce pouvoir apparaît dans l'évolution des bilans :

- le bilan de la **FED** est passé d'environ **900 milliards de dollars** (2008) à près de **9 000 milliards** (2022) ;
- celui de la **BCE**, d'environ **2 000 milliards d'euros** à près de **8 800 milliards**.

Ces montants ne viennent pas d'une épargne accumulée, mais de créations massives de monnaie utilisées pour acheter de la dette publique et privée. La monnaie n'est plus une quantité liée à un stock d'or, mais une **variable politique et comptable**, ajustée selon les objectifs des autorités monétaires. Tant que la confiance dans cette promesse tient, cette expansion paraît « normale ». Si elle se fissure, ces chiffres deviendront le symbole d'une fragilité systémique.

Conclusion : de l'or au néant, en un siècle

En quelques générations, la monnaie est passée d'un objet tangible — une pièce d'or que l'on pouvait peser — à une abstraction comptable créée par des banques d'un trait de plume, et multipliée par des banques centrales à coups de milliers de milliards.

Ce système fonctionne. Mais il fonctionne parce que nous y croyons. Et cette croyance n'est pas sans conséquences : **qui profite vraiment de cette création monétaire ? Qui en paie le prix ?** C'est ce que nous ver-

rons dans le prochain article : l'effet Cantillon, les voiles qui masquent la dévaluation de nos monnaies, et ce que l'histoire nous enseigne quand un État décide de changer les règles du jeu.

Notes

¹ Source : BCE, données sur les agrégats monétaires (M1, M2, M3). La monnaie fiduciaire (billets et pièces) représente environ 8 à 10 % de l'agrégat M3 dans la zone euro. Le reste est de la monnaie scripturale.

Pour aller plus loin

- **Richard Werner** — *Princes of the Yen* (2003) — Comment les banques centrales manipulent l'économie via la création monétaire
- **Michel Aglietta & André Orléan** — *La Monnaie entre violence et confiance* (2002) — Pourquoi la monnaie repose sur la confiance, pas sur la valeur intrinsèque
- **David Graeber** — *Dettes : 5 000 ans d'histoire* (2011) — Déconstruction du mythe du troc comme origine de la monnaie

Les trois voiles de la monnaie

Qui profite vraiment de la création monétaire ?

Dans l'article précédent, nous avons vu comment la monnaie s'est progressivement détachée de toute réalité matérielle : du troc à l'étalon-or, de l'étalon-or à la monnaie fiduciaire, et de la monnaie fiduciaire à la création *ex nihilo* par les banques et les banques centrales. Des milliers de milliards sont aujourd'hui créés par de simples écritures comptables.

Mais cette création n'est pas neutre. Elle profite en premier lieu à ceux qui reçoivent la monnaie fraîche — et son coût est supporté par tous les autres. Pour masquer cette réalité, le système s'appuie sur trois « voiles » : un voile financier, un voile monétaire et un voile statistique.

1. L'effet Cantillon : la redistribution à l'envers

L'assouplissement quantitatif n'est pas neutre. En rachetant des obligations et des actifs financiers, les banques centrales :

- permettent aux banques de se débarrasser d'actifs risqués ou illiquides contre de la liquidité sûre ;
- déplacent une partie des risques vers la banque centrale, donc vers la collectivité.

Les erreurs et excès du système financier sont en partie **socialisés**, tandis que les profits restent **privés**.

Ce mécanisme porte un nom : l'**effet Cantillon**, du nom de l'économiste franco-irlandais Richard Cantillon (XVIII^e siècle). Son principe est simple : ceux qui reçoivent la monnaie nouvellement créée **en premier** — banques, États, grands investisseurs — en profitent le plus, car ils

l'utilisent avant que les prix n'augmentent. Les **derniers** à la recevoir — salariés, épargnants, classes moyennes — subissent l'inflation sans avoir profité de la monnaie fraîche.

La baisse des taux à long terme et l'abondance de liquidité font monter les prix des actifs : actions, obligations, immobilier. Or, ce sont principalement les **10 % les plus riches** qui détiennent ces actifs. Leur patrimoine se valorise fortement, tandis que la majorité des ménages, qui possède peu ou pas d'actions et vit surtout de son salaire et d'une petite épargne, ne profite presque pas de cette hausse. Elle subit en revanche :

- la **flambée de l'immobilier** et la difficulté croissante à se loger ;
- l'**érosion de son épargne** par l'inflation.

On assiste à une **redistribution à l'envers** :

- les banques sont renflouées ;
- les détenteurs d'actifs s'enrichissent ;
- les 90 % restants subissent la hausse du coût de la vie et le décrochage patrimonial.

2. Quand l'État change les règles : l'Executive Order 6102

L'histoire montre que la confiance dans la monnaie n'est jamais acquise. En **1933**, aux États-Unis, l'**Executive Order 6102** signé par Franklin D. Roosevelt interdit la détention d'or monétaire au-delà de **cinq onces par personne** et oblige les citoyens à remettre leurs pièces et lingots à l'État, en échange de dollars, sous peine de **10 000 dollars d'amende et 10 ans de prison**.

Officiellement, il s'agit de lutter contre la Grande Dépression et de stabiliser le système monétaire. Mais l'État change unilatéralement les règles du jeu : la promesse d'une monnaie adossée à l'or est brisée au détriment des citoyens. Peu après, le gouvernement relève le prix officiel de l'or, opérant un transfert de richesse silencieux.

Exemple chiffré

- Un citoyen possède **10 onces d'or**.
- Avant le décret, le prix officiel est d'environ **20,67 \$ l'once** : $10 \times 20,67 = 206,70$ \$.
- L'État le force à remettre ses 10 onces et lui verse **206,70 \$**.
- Ensuite, le gouvernement fixe le nouvel étalon à environ **35 \$ l'once** : $10 \times 35 = 350$ \$.

Résultat :

- le citoyen reste avec **206,70 \$** ;
- l'État détient un actif qui vaut **350 \$** ;
- la différence — **143,30 \$**, soit environ **69 % de plus-value** — est captée par l'État.

Si le citoyen avait gardé son or, il aurait bénéficié de cette hausse. L'État a opéré un transfert de richesse forcé, sans impôt explicite, uniquement en modifiant les règles monétaires. L'interdiction de posséder de l'or durera **41 ans**, jusqu'en 1974.

Cet épisode rappelle que la monnaie et son cadre juridique sont profondément politiques, et que la confiance repose aussi sur l'idée que l'État n'abusera pas de son pouvoir — une idée que l'histoire a régulièrement démentie.

3. Le voile monétaire : EUR/USD, deux monnaies fragiles qui se comparent

Le face-à-face permanent entre l'euro et le dollar joue le rôle d'un **écran**. Le taux de change EUR/USD est présenté comme un thermomètre : euro « fort » ou « faible », dollar « fort » ou « faible ». Mais ces deux monnaies reposent sur la même architecture : création *ex nihilo*, bilans géants des banques centrales, dépendance à la confiance et au discours politique.

Comparer l'euro au dollar revient souvent à **comparer deux monnaies malades entre elles**, sans les mesurer à des références plus stables à long terme : coût du logement, matières premières, pouvoir d'achat réel. Les variations de l'EUR/USD peuvent masquer l'**affaiblissement simultané** des deux monnaies par rapport au monde réel.

Ce trompe-l'œil monétaire permet de raconter une histoire rassurante : tant que l'euro ne s'effondre pas face au dollar (et inversement), on donne l'impression que « tout va à peu près bien ». Pendant ce temps, les prix de l'immobilier, de nombreux actifs et du coût de la vie montent plus vite que les revenus de la majorité des ménages.

Un repère plus parlant : en 2000, une once d'or valait environ 300 \$. En 2025, elle en vaut environ 3 000 \$. Ce n'est pas l'or qui a pris de la valeur — c'est le dollar qui en a perdu 90 %. L'or est resté stable ; la monnaie a fondu.

4. Le voile statistique : inflation réelle vs inflation officielle

Au trompe-l'œil monétaire s'ajoute un **voile statistique** : celui des indices officiels d'inflation.

- Aux États-Unis : **CPI** (*Consumer Price Index*).

- Dans la zone euro : **IPCH** (*Indice des Prix à la Consommation Harmonisé*, en anglais HICP).

Ces indices mesurent la variation de prix d'un « panier » moyen de biens et services. Ils servent de référence pour les politiques monétaires, l'indexation de certaines prestations et le discours sur la « stabilité des prix ».

Mais leur construction conduit à **sous-pondérer** :

- le **logement** (immobilier, loyers, accès à la propriété), alors qu'il s'agit de la première dépense de nombreux ménages ;
- l'**alimentation**, essentielle et incompressible, particulièrement importante pour les foyers modestes.

On obtient un décalage systématique :

- l'indicateur officiel affiche une inflation « sous contrôle » ;
- les citoyens constatent une **baisse de leur pouvoir d'achat** sur les besoins de base.

Ce masque statistique, combiné à l'illusion monétaire du taux EUR/USD et à l'écran financier du QE, contribue à dissimuler la **dévaluation progressive de la monnaie** et la pression qui pèse sur les classes moyennes et populaires.

Conclusion : une monnaie abstraite, des effets très concrets

L'effet Cantillon qui enrichit les premiers servis. L'Executive Order 6102 qui montre qu'un État acculé n'hésite pas à spolier ses propres citoyens. Le duel trompeur entre l'euro et le dollar. La présentation rassurante des indices d'inflation. Ensemble, ces mécanismes composent un système sophistiqué de voiles.

Derrière ces voiles, on observe :

- une **dévaluation lente mais continue** des grandes monnaies ;
- des **transferts de richesse silencieux** vers ceux qui reçoivent la monnaie en premier ;
- une **polarisation patrimoniale croissante** entre les 10 % les plus riches et le reste de la population.

Nous vivons dans un monde où 92 % de la monnaie n'existe que sous forme de chiffres, où sa valeur repose sur la confiance et le discours. Comprendre cette réalité ne la change pas immédiatement, mais permet de voir au-delà des apparences : derrière les écrans bancaires et les discours rassurants, l'argent est de plus en plus abstrait, alors que ses conséquences sur la vie quotidienne, elles, restent dramatiquement concrètes.

Ce système n'est pas apparu par hasard. Il est le produit d'un accord signé en 1944 dans un hôtel du New Hampshire, qui a donné à une seule nation le privilège de battre la monnaie du monde entier. C'est cette histoire — celle de Bretton Woods, du dollar-roi et de sa lente contestation — que nous raconterons dans le prochain article.

Pour aller plus loin

- **Lyn Alden** — *Broken Money* (2023) — Analyse récente et accessible de la dégradation monétaire
- **Nomi Prins** — *Collusion: How Central Bankers Rigged the World* (2018) — Enquête sur la coordination des banques centrales dans le QE
- **James Rickards** — *Currency Wars* (2011) — L'Executive Order 6102 et les guerres monétaires
- **Liaquat Ahamed** — *Lords of Finance* (2009, Prix Pulitzer) — Les décisions des banquiers centraux qui ont mené à la Grande Dépression

Bretton Woods et la domination du dollar (1944–1971)

Comment le dollar est devenu le maître du monde — et comment il le reste

Entre 1944 et 1971, le système de Bretton Woods a organisé la domination du dollar au cœur de l'ordre monétaire international, en faisant de la devise américaine à la fois l'ancrage des autres monnaies et la seule pleinement convertible en or. Ce cadre a permis aux États-Unis de combiner puissance financière, outils institutionnels (FMI, Banque mondiale) et « privilège exorbitant » du dollar pour imposer leur modèle économique au reste du monde, particulièrement au détriment des pays du Sud.

On pourrait appeler ça de la coopération internationale. On pourrait aussi appeler ça le plus beau hold-up monétaire de l'histoire.

La conférence de Bretton Woods (1944)

Du 1^{er} au 22 juillet 1944, alors que la Seconde Guerre mondiale touche à sa fin, **730 délégués de 44 pays alliés** se réunissent au Mount Washington Hotel, à Bretton Woods, dans le New Hampshire¹. L'objectif : refonder le système monétaire international et éviter le chaos des années 1930 — dévaluations compétitives, contrôles de change, effondrement du commerce.

Deux visions s'affrontent. **John Maynard Keynes**, chef de la délégation britannique, propose une monnaie internationale — le « bancor » — gérée par une chambre de compensation multilatérale. Un système équilibré, multilatéral, élégant. **Harry Dexter White**, négociateur en chef américain

et assistant du secrétaire au Trésor, propose une architecture centrée sur le dollar². Devinez laquelle a gagné. Spoiler : c'est celle du pays qui avait les bombes et l'or.

Les accords adoptés posent un système de changes fixes mais ajustables : chaque monnaie nationale est définie par un taux de change stable vis-à-vis du dollar, lui-même convertible en or au taux officiel de **35 dollars l'once**. Le dollar devient l'axe du nouvel ordre monétaire : les banques centrales étrangères accumulent des réserves en dollars, qu'elles peuvent en principe échanger contre de l'or auprès du Trésor américain. Les États-Unis remplacent ainsi le Royaume-Uni et la livre sterling comme pivot du système. Le roi est mort, vive le roi — sauf que cette fois, le roi imprime sa propre couronne.

FMI et Banque mondiale : architecture institutionnelle et rôle réel

Les accords de Bretton Woods créent deux institutions majeures, opérationnelles dès 1945 avec 29 pays membres : le **Fonds monétaire international (FMI)** et la **Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)**, noyau de la future Banque mondiale. Leur objectif affiché est de stabiliser le système et de soutenir la reconstruction puis le développement, dans une logique de coopération économique internationale. Sur le papier, c'est magnifique. Dans la pratique, c'est une autre histoire.

Le FMI est chargé de la stabilité macroéconomique : il surveille les politiques de change et accorde des prêts aux pays confrontés à des crises de balance des paiements, afin d'éviter les dévaluations désordonnées et le repli protectionniste. En contrepartie de son aide, il impose des programmes d'« ajustement structurel » conditionnant le versement des fonds à des réformes budgétaires, monétaires et structurelles — austérité, déréglementation, libéralisation.

La Banque mondiale est conçue pour financer la reconstruction de l'Europe puis des projets de développement à long terme — infrastructures, énergie, transports, éducation. Elle prête à des États ou garantit des investissements pour favoriser la croissance dans les pays membres, en particulier ceux à revenu faible ou intermédiaire.

Un « détail » crucial de gouvernance — le genre de détail qui change tout : les modifications des statuts de ces institutions requièrent une **supermajorité de 85 %**, ce qui confère aux États-Unis — avec leur part de vote — un **droit de veto de facto** sur toute décision significative³. Avec les pays du G7 et de l'UE, ils contrôlent largement plus de la moitié des voix dans les deux institutions. Autrement dit, c'est une « démocratie » où un seul joueur a le bouton rouge. On appelle ça de la coopération internationale — avec un astérisque.

Derrière le discours officiel, le rôle réel de ces institutions apparaît beaucoup plus politique et conflictuel. Par leurs conditionnalités, FMI et Banque mondiale ont servi d'armes financières au service de l'ordre économique dominé par les États-Unis et leurs alliés, en imposant au Sud global des politiques libérales favorables aux intérêts du capital transnational. Les programmes d'ajustement structurel ont souvent forcé les pays endettés à privatiser des secteurs stratégiques — énergie, eau, télécoms, banques —, à ouvrir leurs marchés et à démanteler des protections sociales, créant un environnement idéal pour l'entrée des multinationales, notamment américaines, qui rachètent des actifs à bas prix et sécurisent des rentes durables. Le pompier pyromane dans toute sa splendeur : on vous met le feu, puis on vous vend l'extincteur.

Pour beaucoup de pays du Sud, ces institutions fonctionnent donc comme des outils de racket — le genre de racket qui porte un costume-cravate et distribue des communiqués de presse : sous la menace de la crise de la dette ou de la coupure des financements, les gouvernements sont contraints d'appliquer des réformes qui profitent d'abord aux créanciers, aux grandes entreprises et aux puissances occidentales, au détriment de leur souveraineté et de leurs populations. Une étude portant sur **81 pays en développe-**

ment entre 1986 et 2016 montre que les réformes imposées par le FMI ont piégé davantage d'individus dans des cycles de pauvreté⁴. Loin de rompre avec la dépendance, le FMI et la Banque mondiale ont souvent entretenu un cycle où l'endettement, la libéralisation forcée et la fuite des richesses se renforcent mutuellement, consacrant la domination géopolitique et économique du centre sur la périphérie.

Le « consensus de Washington » : ajustements structurels et diffusion du modèle américain

À partir des années 1970-1980, avec la montée des crises de dette dans le monde en développement, le FMI et la Banque mondiale deviennent les vecteurs d'un ensemble de politiques standardisées. En 1989, l'économiste **John Williamson** formalise ces prescriptions sous le nom de « consensus de Washington »⁵ — un programme en dix points promu par le FMI, la Banque mondiale et le Trésor américain. Dix commandements, gravés non pas dans la pierre, mais dans les contrats de dette :

1. Discipline budgétaire stricte
2. Réorientation des dépenses publiques
3. Réforme fiscale
4. Libéralisation financière
5. Adoption d'un taux de change unique et compétitif
6. Libéralisation commerciale
7. Élimination des barrières à l'investissement étranger direct
8. Privatisation des entreprises publiques
9. Déréglementation des marchés
10. Sécurisation des droits de propriété

Les conséquences concrètes sont dévastatrices. Mais bon, on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs — surtout quand ce sont les œufs des autres. En **Argentine (2001)**, les réformes imposées — privatisations

massives, austérité, ouverture financière — contribuent à un effondrement du PIB de **plus de 30 %**, un chômage dépassant **27 %** et une crise sociale sans précédent⁶. En **Indonésie (1997)**, lors de la crise asiatique, les politiques monétaires et budgétaires restrictives exigées par le FMI transforment un ralentissement en récession profonde⁷.

La privatisation de l'eau illustre parfaitement le mécanisme. Au **Ghana**, un prêt de 110 millions de dollars de la Banque mondiale est conditionné à des hausses de tarifs — **+96 % pour l'électricité, +95 % pour l'eau** — et à la privatisation de la Ghana Water Company, cédée à Azurix, une filiale d'Enron⁸. Oui, *cet* Enron — celui qui fera faillite dans le plus grand scandale comptable de l'histoire américaine. Mais ça, c'est un détail. En **Bolivie (2001)**, la « guerre de l'eau » éclate quand les tarifs **triplent** après la privatisation imposée au profit d'une filiale de Bechtel, provoquant des émeutes qui forcent le gouvernement à expulser l'entreprise⁹. Une enquête du Consortium international des journalistes d'investigation révèle que la **majorité des prêts de la Banque mondiale pour l'eau** au cours des cinq dernières années conditionnaient l'aide à la conversion des systèmes publics en systèmes privés¹⁰.

Ainsi, loin d'être de simples instruments techniques, le FMI et la Banque mondiale s'apparentent à des outils d'influence géopolitique au service des grandes puissances actionnaires. Par leurs conditionnalités et leurs recommandations, ces institutions ont contribué à diffuser un modèle économique libéral largement inspiré des priorités américaines en matière de libre-échange, de mobilité des capitaux et de discipline budgétaire.

Le « privilège exorbitant » du dollar

Le statut du dollar au centre du système de Bretton Woods puis, après 1971, au cœur du système monétaire international confère aux États-Unis un avantage qualifié de « privilège exorbitant » — expression forgée en **1965 par Valéry Giscard d’Estaing**, alors ministre des Finances français¹¹. Le mot « exorbitant » est poli. « Indécents » serait plus juste.

Parce que le monde a besoin de dollars pour effectuer ses transactions internationales et constituer ses réserves de change, les États-Unis peuvent émettre leurs propres engagements — billets, obligations du Trésor, actifs financiers — pour financer leurs déficits extérieurs à un coût relativement faible. Imaginez pouvoir payer votre loyer en imprimant vous-même les billets. C’est exactement ça, à l’échelle d’un continent.

Les chiffres parlent d’eux-mêmes. Fin 2025, le dollar représente encore **57 % des réserves de change mondiales** — sur un total de 13 000 milliards de dollars — loin devant l’euro (~20 %) ¹². Près de **48 % des paiements internationaux SWIFT** sont libellés en dollars¹³. Les entités étrangères détiennent **9 400 milliards de dollars** de dette américaine, dont 3 800 milliards par les banques centrales et gouvernements — le Japon en tête (1 200 milliards), suivi de la Chine (759 milliards)¹⁴.

Concrètement, cela signifie que les États-Unis peuvent vivre au-dessus de leurs moyens plus facilement que les autres pays, puisqu’ils paient leurs importations et leurs investissements extérieurs dans leur propre monnaie, largement acceptée partout. Quand la masse de dollars en circulation augmente, une partie de la pression inflationniste potentielle est absorbée par le reste du monde, qui détient et utilise ces dollars dans ses échanges et ses réserves : en ce sens, **les États-Unis exportent une partie de leur inflation et de leurs déséquilibres vers le reste de la planète.**

Ce privilège se manifeste aussi par le fait que, lorsque le dollar se déprécie, la valeur en devise locale des actifs étrangers détenus par les États-Unis augmente, tandis que les créances que le reste du monde détient en dollars

perdent de la valeur, améliorant la position nette américaine. Le rôle du dollar dans le commerce mondial dépasse de loin le poids réel de l'économie américaine : les États-Unis représentent environ **25 % du PIB mondial** mais seulement **11 % du commerce mondial** de biens et services¹⁵ — le dollar, lui, domine près de la moitié des transactions. Pas mal pour un billet qui n'est adossé à rien d'autre que la confiance — et quelques porte-avions.

La fin de Bretton Woods, pas de la domination du dollar

Dans les années 1960, la combinaison des dépenses liées à la guerre du Vietnam, des programmes sociaux américains et de la croissance des échanges internationaux met sous tension la promesse de convertir les dollars en or à un prix fixe. En **1966**, les banques centrales étrangères détiennent déjà **14 milliards de dollars**, alors que les réserves d'or américaines ne valent que **13,2 milliards** — dont seulement **3,2 milliards** sont disponibles pour couvrir les avoirs étrangers¹⁶. En 1971, l'écart s'est creusé : près de **50 milliards de dollars** détenus à l'étranger contre environ **10 milliards** en réserves d'or¹⁷. Cinq fois plus de promesses que de réalité. Le bluff le plus cher de l'histoire.

Le **15 août 1971**, l'administration Nixon suspend unilatéralement la convertibilité du dollar en or — un événement connu sous le nom de « Nixon Shock »¹⁸. « Temporairement », précise Nixon à la télévision. Cinquante-cinq ans plus tard, la mesure « temporaire » est toujours en vigueur. En 1973, le système de changes fixes cède la place à un régime de changes flottants — « flottants » étant un euphémisme pour « à la dérive ».

Paradoxalement, cette rupture n'abolit pas la suprématie du dollar : malgré l'abandon de l'étalon-or, la devise américaine reste la première monnaie de réserve mondiale et conserve le privilège associé à son rôle central dans la finance et le commerce internationaux. Autrement dit, **Bretton Woods disparaît formellement, mais l'architecture de pouvoir qu'il a installée** —

domination du dollar, centralité des États-Unis, rôle disciplinaire du FMI et de la Banque mondiale — continue de structurer l'économie mondiale bien au-delà de 1971.

C'est dans ce nouveau monde sans ancrage — où la monnaie n'est plus que promesse et confiance, et où la confiance se négocie à coups de planche à billets — que naîtront les crises financières modernes, le quantitative easing, et, en réaction, les cryptomonnaies. Mais cela, c'est l'objet des prochains articles. Accrochez-vous.

Notes et références

1. Conférence de Bretton Woods, 1–22 juillet 1944, Mount Washington Hotel. Voir : Federal Reserve History, *Creation of the Bretton Woods System* ; Library of Congress, *Bretton Woods Conference*
2. Benn Steil, *The Battle of Bretton Woods* (2013) — L'affrontement Keynes/White et la victoire du projet américain
3. Bretton Woods Project, *What are the main criticisms of the World Bank and the IMF?* (2019) — Gouvernance et droit de veto américain
4. Étude sur 81 pays en développement (1986–2016) : GWU Law, *SAPs in Disguise: Modern IMF Programs Have Similar Negative Effects* (2022)
5. John Williamson, *What Washington Means by Policy Reform* (1989) — Peterson Institute for International Economics
6. Argentine 2001 : PIB -30 %, chômage >27 %. Voir : Joseph Stiglitz, *Globalization and Its Discontents* (2002)
7. Crise asiatique 1997 : Naomi Klein, *The Shock Doctrine* (2007) — chapitre sur l'Indonésie
8. Ghana : prêt de 110 M\$ de la Banque mondiale, hausses tarifaires (+96 % électricité, +95 % eau), privatisation au profit d'Azurix (filiale Enron). Voir : E-International Relations, *Conditional Development: Ghana Crippled by SAPs* (2015)

9. Bolivie 2001 : « guerre de l'eau » de Cochabamba. Voir : Global Policy Forum ; Oscar Olivera, *Cochabamba! Water War in Bolivia* (2004)
 10. International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ), enquête sur la conditionnalité des prêts Banque mondiale / privatisation de l'eau
 11. Valéry Giscard d'Estaing, 1965. Voir : Barry Eichengreen, *Exorbitant Privilege* (2011)
 12. FMI, COFER Database — Q3 2025 : dollar = 56,92 % des réserves mondiales (13 000 milliards \$), euro = 20,33 %
 13. SWIFT, statistiques de paiements internationaux — juin 2025 : dollar = ~48 % des paiements
 14. Visual Capitalist / U.S. Treasury — 2025 : 9 400 milliards \$ de dette US détenue par l'étranger (Japon 1 200 Mds, Chine 759 Mds)
 15. Brookings Institution, *The Dollar's International Role: An "Exorbitant" Privilege?* — PIB US ~25 %, commerce US ~11 %
 16. Federal Reserve History, *Nixon Ends Convertibility of US Dollars to Gold* — Réserves 1966
 17. Ibid. — Avoirs étrangers vs réserves d'or en 1971
 18. Nixon Shock, 15 août 1971. Voir : NBER Working Paper 17749, *The Nixon Shock After Forty Years*
-

Pour aller plus loin

- **Barry Eichengreen** — *Exorbitant Privilege: The Rise and Fall of the Dollar and the Future of the International Monetary System* (2011) — L'histoire du privilège du dollar
- **Michael Hudson** — *Super Imperialism: The Economic Strategy of American Empire* (2003) — Comment les États-Unis utilisent la dette et le dollar comme armes géopolitiques

- **Joseph Stiglitz** — *Globalization and Its Discontents* (2002) — Critique du FMI par un ancien économiste en chef de la Banque mondiale
- **Naomi Klein** — *The Shock Doctrine* (2007) — Comment les crises sont exploitées pour imposer des réformes libérales
- **Benn Steil** — *The Battle of Bretton Woods* (2013) — L'histoire politique des négociations de 1944
- **John Williamson** — *What Washington Means by Policy Reform* (1989) — Le texte fondateur du « consensus de Washington »
- **Oscar Olivera** — *Cochabamba! Water War in Bolivia* (2004) — La guerre de l'eau contre la privatisation imposée

La monnaie fiduciaire : quand l'argent ne vaut plus que la confiance qu'on lui accorde

De l'étalon-or à la planche à billets — comment les États ont transformé votre épargne en promesse

Depuis le 15 août 1971, plus aucune monnaie au monde n'est adossée à quoi que ce soit de tangible. Le dollar, l'euro, le yen, le franc suisse — toutes les devises sont devenues « fiduciaires », du latin *fiducia* : la confiance. Votre billet de 50 euros ne vaut 50 euros que parce que tout le monde fait semblant d'y croire. Le jour où la confiance s'effondre, le billet redevient ce qu'il est physiquement : un rectangle de papier coton.

Ce chapitre raconte comment on en est arrivé là, et surtout ce que ça implique pour votre portefeuille.

Executive Order 6102 : quand l'État vole l'or de ses citoyens (1933)

Avant de comprendre la fin de l'étalon-or, il faut comprendre un épisode que les manuels d'histoire préfèrent oublier.

Le **5 avril 1933**, en pleine Grande Dépression, le président Franklin D. Roosevelt signe le **décret exécutif 6102¹**. Son contenu est simple : **tous les citoyens américains sont obligés de remettre leur or** — pièces, lingots, certificats — à la Federal Reserve. Délai : un mois. Sanctions : **10 000 dollars d'amende** (l'équivalent de 230 000 dollars actuels) et **jusqu'à 10 ans de prison²**.

Le prix imposé ? **20,67 dollars l'once**. C'est le cours officiel. Les Américains n'ont pas le choix : ils échangent leur or contre du papier au prix fixé par le gouvernement.

Une fois l'or confisqué — pardon, « collecté » —, le gouvernement fait passer le **Gold Reserve Act de 1934** et réévalue le prix de l'or à **35 dollars l'once**³. Du jour au lendemain, le dollar est dévalué de **40 %**. L'or que les citoyens viennent de remettre vaut soudainement 69 % de plus — mais c'est l'État qui empêche la différence. Les citoyens, eux, gardent leurs billets qui viennent de perdre deux cinquièmes de leur pouvoir d'achat.

Appelez ça comme vous voulez. Techniquement, c'est une confiscation avec indemnisation en dessous du marché. En langage courant, c'est du vol légalisé.

L'interdiction de posséder de l'or aux États-Unis durera 41 ans, jusqu'au 31 décembre 1974⁴. Pendant quatre décennies, le citoyen américain moyen n'a pas le droit de détenir le métal qui a servi de monnaie pendant 5 000 ans. L'État, lui, en accumule 8 000 tonnes à Fort Knox.

La leçon : quand un gouvernement est acculé financièrement, il n'hésite pas à spolier ses propres citoyens pour sauver le système. Ce n'est pas une théorie, c'est un fait historique documenté. Et ce n'est pas arrivé dans une dictature lointaine — c'est arrivé dans la plus grande démocratie du monde.

Le parallèle avec aujourd'hui ? Les discussions autour des **CBDC** (Central Bank Digital Currencies — monnaies numériques de banques centrales) font craindre un scénario similaire, mais en version numérique : un contrôle total sur votre argent, avec la possibilité de geler, taxer, ou confisquer instantanément, sans même avoir besoin de vous envoyer un décret par la poste⁵. Un bouton suffirait.

Le Nixon Shock et ses conséquences : bienvenue dans le monde du « fais-moi confiance »

L'article précédent sur Bretton Woods expliquait comment, le 15 août 1971, Nixon a suspendu « temporairement » la convertibilité du dollar en or. Cinquante-cinq ans plus tard, examinons les conséquences de cette mesure « temporaire ».

Ce qui a changé le 15 août 1971

Avant cette date, chaque dollar en circulation avait — en théorie — une contrepartie en or dans les coffres de la Federal Reserve. Cette promesse disciplinait les gouvernements : on ne pouvait pas imprimer plus de billets qu'on n'avait d'or pour les couvrir. La monnaie avait un ancrage physique.

Après cette date, plus aucune contrainte. Le dollar — et par effet domino, toutes les monnaies du monde qui y étaient arrimées — est devenu **purement fiduciaire**. La seule chose qui soutient sa valeur, c'est la confiance des marchés et la puissance militaire américaine. L'un sans l'autre ne suffit pas.

Les conséquences structurelles

1. **Création monétaire sans limite théorique** : les banques centrales peuvent désormais créer autant de monnaie qu'elles le jugent « nécessaire ». Il n'y a plus de coffre-fort à vérifier, plus de ratio or/billets à respecter. La seule limite est l'inflation — et comme nous allons le voir, même cette limite est devenue élastique.
2. **Inflation structurelle permanente** : depuis 1971, l'inflation n'est plus un accident — c'est une caractéristique du système. Chaque dollar, euro ou yen créé dilue la valeur de tous ceux qui existent déjà. C'est une **taxe invisible sur l'épargne**, prélevée sans vote du parlement, sans débat public, sans votre consentement.

3. **Le système du « pétrodollar »** : pour maintenir la demande mondiale de dollars malgré l'abandon de l'or, les États-Unis négocient un accord avec l'Arabie saoudite en 1974 : le pétrole mondial sera vendu exclusivement en dollars⁶. Tout pays qui veut acheter du pétrole — c'est-à-dire tout le monde — doit d'abord acheter des dollars. Le dollar n'est plus adossé à l'or, mais au pétrole. Le coffre-fort a été remplacé par un pipeline.

La planche à billets : l'art de résoudre une crise en préparant la suivante

Le quantitative easing — l'impression monétaire en costume-cravate

Depuis 2008, les banques centrales ont découvert une solution magique à toutes les crises : **imprimer de l'argent**. Le terme technique est « quantitative easing » (QE) — assouplissement quantitatif. Concrètement, la banque centrale crée de la monnaie à partir de rien et l'utilise pour acheter des actifs financiers (obligations d'État, titres hypothécaires, parfois même des actions). L'objectif officiel : « stimuler l'économie ». L'objectif réel : empêcher le système financier de s'effondrer sous le poids de ses propres excès.

Les chiffres donnent le vertige :

- **2008-2014 — La Fed (États-Unis)** : trois programmes de QE successifs (QE1, QE2, QE3). Le bilan de la Federal Reserve passe de **900 milliards à 4 500 milliards de dollars**⁷. On multiplie par cinq la base monétaire en six ans.
- **2015-2018 — La BCE (Europe)** : programme d'achats d'actifs. La BCE achète **2 600 milliards d'euros** d'obligations, dont une large part de dette publique des États membres⁸. L'Allemagne vend sa dette à taux négatif — les investisseurs *paient* pour avoir le privilège de prêter à l'Allemagne. Le monde à l'envers.

- **2020 — La réponse au Covid** : la Fed injecte **4 800 milliards de dollars supplémentaires** en moins de deux ans. La BCE lance le PEPP (Pandemic Emergency Purchase Programme) pour **1 850 milliards d'euros**⁹. En quelques mois, on imprime plus d'argent que pendant toute la décennie précédente.

Au total, entre 2008 et 2022, les quatre grandes banques centrales (Fed, BCE, Bank of Japan, Bank of England) ont injecté l'équivalent de **25 000 milliards de dollars** dans le système financier¹⁰. Vingt-cinq mille milliards. Créés à partir de rien. D'un clic de souris.

Le cercle vicieux : chaque crise engendre la suivante

Le schéma se répète avec une régularité de métronome :

1. Les taux d'intérêt bas et l'argent facile créent une **bulle** (immobilière, boursière, technologique)
2. La bulle éclate → **crise**
3. Les banques centrales interviennent en imprimant encore plus d'argent → les taux baissent encore
4. L'argent encore plus facile crée une **bulle encore plus grosse**
5. Retour à l'étape 2

La crise de 2008 a été « résolue » par des injections massives de liquidités qui ont créé les conditions de la crise Covid (marchés surévalués, entreprises zombies maintenues sous perfusion de dette gratuite). La crise Covid a été « résolue » par des injections encore plus massives qui ont déclenché l'inflation de 2022-2023. Et l'inflation de 2022-2023 a été « résolue » par des hausses de taux brutales qui menacent de déclencher la prochaine crise. Le pompier qui verse de l'essence.

Où va l'argent imprimé ?

C'est la question que personne ne pose à la télévision. La réponse est simple et dérangeante : **pas dans l'économie réelle.**

L'argent créé par les banques centrales ne finance pas des écoles, des hôpitaux ou des routes. Il ne crée pas d'emplois. Il ne construit pas d'usines. Il va directement dans les **marchés financiers** : actions, obligations, immobilier. C'est le robinet de la Fed qui remplit la piscine de Wall Street, pas le bassin de Main Street.

Le résultat : le S&P 500 qui monte de 300 % entre 2009 et 2025 ne reflète pas un enrichissement réel de la société. Ce n'est pas le fruit du travail, de l'innovation ou de la productivité. C'est le reflet de la quantité de monnaie injectée dans le système. Les indices boursiers sont devenus des **indicateurs de la planche à billets**, pas de la santé économique¹¹.

Qui en profite ? Les **10 % les plus riches**, qui détiennent l'essentiel des actifs financiers, voient leur patrimoine exploser à chaque cycle de QE. Les travailleurs et les épargnants voient leur pouvoir d'achat fondre. L'écart de richesse se creuse à chaque injection — ce n'est pas un effet secondaire, c'est le **mécanisme même du système**¹².

C'est la déconnexion entre **Wall Street et Main Street** : les marchés célèbrent pendant que les gens souffrent. Le Dow Jones bat des records pendant que l'inflation alimentaire atteint 15-20 %. La bourse ne mesure plus la valeur — elle mesure la planche à billets.

Le voile de l'échange EUR/USD : deux monnaies malades se regardent dans un miroir

Comment savoir si votre monnaie perd de la valeur ? La plupart des gens regardent le taux de change. L'euro monte face au dollar ? « L'euro est fort. » Le dollar baisse face à l'euro ? « Le dollar est faible. » Simple, non ?

Faux. Et cette illusion est l'une des plus pernicieuses du système monétaire actuel.

Le taux de change EUR/USD est un **rapport entre deux monnaies malades**. Si l'euro perd 5 % de son pouvoir d'achat et le dollar en perd 7 %, le taux EUR/USD monte — l'euro « s'apprécie ». Mais les deux monnaies ont perdu de la valeur. C'est comme mesurer la taille de deux personnes qui coulent : l'une coule plus vite que l'autre, mais **les deux coulent**.

Le taux de change ne vous dit pas si votre monnaie conserve son pouvoir d'achat. Il vous dit seulement laquelle des deux se dévalue le moins vite. C'est la course de deux escargots — le « gagnant » reste un escargot.

Les vrais indicateurs de dévaluation : ce que votre billet ne vous dit pas

L'indice des prix à la consommation — la mesure officielle (et ses mensonges)

Les gouvernements mesurent l'inflation via le **CPI** (Consumer Price Index) aux États-Unis et l'**EUCPI** (European Union Consumer Price Index) en Europe. En 2022-2023, ces indices ont révélé une inflation officielle de **8 à 10 %** — le coût visible de l'impression monétaire des années Covid¹³.

Mais même ces chiffres officiels sont **sous-estimés**. Les indices excluent ou sous-pondèrent les postes de dépenses qui pèsent le plus sur les ménages :

- **L'immobilier** : les prix de l'immobilier ont explosé de 30-50 % dans la plupart des grandes villes entre 2015 et 2025, mais le CPI mesure les « loyers imputés », pas le prix d'achat¹⁴
- **L'alimentation et l'énergie** : souvent exclues du calcul de l'inflation « sous-jacente » (*core inflation*) — précisément les dépenses les plus essentielles et celles qui augmentent le plus
- **Les substitutions** : si le bœuf augmente de 30 % et que les gens se rabattent sur le poulet, les statisticiens considèrent que l'inflation est maîtrisée. Votre niveau de vie a baissé, mais l'indice ne bouge pas

L'inflation officielle est un **thermomètre truqué**. Les banques centrales ont un intérêt direct à la sous-estimer : une inflation officiellement basse justifie de continuer à imprimer. Un thermomètre qui affiche toujours 37°C, même quand le patient a 40°C.

Le vrai test : mesurer en or plutôt qu'en papier

Si vous voulez savoir ce que vaut réellement votre monnaie, ne la mesurez pas en une autre monnaie papier. Mesurez-la en quelque chose que personne ne peut imprimer.

L'or : - En 2000 : 1 once d'or = ~300 dollars - En 2025 : 1 once d'or = ~3 000 dollars

Ce n'est pas l'or qui a « monté ». L'or est resté ce qu'il est : 31,1 grammes de métal jaune. C'est le **dollar qui a perdu 90 % de sa valeur en 25 ans**¹⁵. L'or n'est pas un investissement — c'est un miroir. Il vous montre à quelle vitesse votre monnaie se décompose.

En euros, le tableau est similaire : - En 2000 : 1 once d'or = ~300 euros - En 2025 : 1 once d'or = ~2 800 euros

L'euro a perdu environ **89 % de sa valeur** mesurée en or sur la même période. L'euro « fort » et le dollar « fort » sont deux illusions qui se consolent mutuellement.

La leçon : quand on mesure sa richesse en euros ou en dollars, on se mesure avec un mètre qui rétrécit. L'inflation officielle ne raconte qu'une partie de l'histoire — la partie que les banques centrales veulent bien vous montrer.

La double peine : inflation + impression = appauvrissement programmé

Le citoyen ordinaire est pris en étau :

D'un côté, l'État imprime de la monnaie (directement ou via la banque centrale) → l'inflation monte → le pouvoir d'achat baisse. C'est la **taxe invisible** — celle qu'aucun parlement n'a votée, qu'aucun bulletin de vote ne peut contester.

De l'autre, l'État augmente les impôts pour compenser ses déficits — déficits causés en partie par l'impression monétaire elle-même et la mauvaise gestion des crises qu'elle provoque. C'est la **taxe visible** — celle qui apparaît sur votre fiche de paie.

Le résultat ? **Le citoyen paie deux fois**. Une fois en pouvoir d'achat (inflation), une fois en prélèvements (impôts). Et comme les barèmes fiscaux ne sont pas indexés sur l'inflation réelle — seulement sur l'inflation officielle, celle du thermomètre truqué —, la classe moyenne glisse mécaniquement vers les tranches supérieures d'imposition. C'est ce qu'on appelle le « *fiscal drag* » ou « *bracket creep* » : vous ne gagnez pas plus en termes réels, mais vous payez plus d'impôts parce que votre salaire nominal a augmenté avec l'inflation¹⁶.

L'inflation est la taxe la plus injuste qui existe : elle frappe proportionnellement plus ceux qui épargnent en cash (la classe moyenne et les plus modestes) et épargne ceux qui détiennent des actifs réels (immobilier, actions, or — les plus riches).

Votre argent à la banque ne vous appartient pas (vraiment)

Il y a une illusion que la plupart des gens entretiennent sans même s'en rendre compte : ils pensent que l'argent qu'ils déposent sur leur compte en banque leur **appartient**. Techniquement, c'est faux.

La réalité juridique : vous êtes créancier, pas propriétaire

Quand vous déposez 10 000 euros sur votre compte courant, vous ne confiez pas vos billets à la banque comme on confie un manteau au vestiaire. Vous effectuez un **prêt**. Juridiquement, votre dépôt est une **créance** — la banque vous doit de l'argent, mais cet argent est devenu **sa propriété**. Elle l'utilise comme elle l'entend : elle le prête à d'autres clients, l'investit, le place sur les marchés¹⁷.

En pratique, cela signifie que pour récupérer « votre » argent, vous devez **le demander** à la banque. Et la banque peut — légalement — vous imposer des restrictions : - **Retraits en espèces** : au-delà de quelques milliers d'euros, la banque peut exiger un préavis ou refuser purement et simplement - **Virements importants** : les mouvements inhabituels déclenchent des vérifications, des blocages temporaires, des demandes de justificatifs - **Gel de compte** : l'administration fiscale, un juge, ou la banque elle-même peut bloquer votre compte sans votre accord préalable

Ce n'est pas de la paranoïa — c'est du droit bancaire de base. Le Code civil (en France, art. 1892-1904 ; en Belgique, art. 1892 de l'ancien Code civil) qualifie le dépôt bancaire de **prêt de consommation** : le déposant transfère la propriété de la somme, et la banque s'engage à restituer une somme équivalente. Pas *la même* somme — une somme *équivalente*. Vos euros ont été mélangés, prêtés, et transformés dix fois avant que vous ne les redemandiez.

La garantie des 100 000 € : un filet de sécurité en papier

Pour rassurer les déposants, l'Union européenne a mis en place une **garantie des dépôts** : en cas de faillite bancaire, chaque déposant est couvert jusqu'à **100 000 euros** par personne et par établissement (Directive 2014/49/UE)¹⁸.

Sur le papier, c'est rassurant. En pratique, c'est un mirage.

Les chiffres : en France, le Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR) dispose d'environ **7 milliards d'euros** de réserves. Le total des dépôts couverts dans les banques françaises dépasse les **2 800 milliards d'euros**¹⁹. Le fonds couvre donc environ **0,25 %** des dépôts garantis. Autrement dit : si une seule grande banque française fait faillite, le fonds est immédiatement insuffisant. Si deux font faillite, il est dérisoire. Quant à une crise systémique — le scénario où la garantie serait réellement nécessaire — elle est mathématiquement incapable de fonctionner.

En Belgique, le Fonds de garantie dispose de moyens similairement insuffisants par rapport aux dépôts couverts. Le problème est structurel et identique dans toute l'UE.

Le projet EDIS — l'assurance mutuelle européenne qui n'a jamais vu le jour : pour pallier cette faiblesse, la Commission européenne a proposé en 2015 un **système européen de garantie des dépôts** (EDIS — European Deposit Insurance Scheme), qui mutualiserait les fonds nationaux au niveau européen²⁰. L'Allemagne, les Pays-Bas et d'autres pays « frugaux » l'ont bloqué — ils refusaient de payer pour les banques italiennes ou espagnoles. Dix ans plus tard, l'EDIS n'existe toujours pas. L'Union bancaire européenne reste **inachevée**, avec un pilier manquant précisément là où il serait le plus utile.

Le bail-in : quand vos dépôts servent à sauver la banque

Le vrai tournant est arrivé en 2014, avec la directive européenne BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive — Directive 2014/59/UE)²¹. Cette directive introduit le concept de **bail-in** : au lieu de sauver une banque avec l'argent du contribuable (bail-out, comme en 2008), ce sont les **créanciers de la banque** qui absorbent les pertes.

Et devinez qui est créancier de la banque ? **Vous**. Le déposant.

L'ordre de ponction est le suivant : 1. Les actionnaires (ils perdent tout en premier) 2. Les détenteurs d'obligations subordonnées 3. Les détenteurs d'obligations senior 4. **Les déposants au-delà de 100 000 €**

Les dépôts en dessous de 100 000 € sont théoriquement protégés par la garantie. Mais « théoriquement » fait beaucoup de travail dans cette phrase, vu les réserves disponibles.

Chypre, 2013 : le premier bail-in de l'histoire. Les déposants de la Laiki Bank (Banque populaire de Chypre) perdent **tout au-delà de 100 000 €**. Les déposants de la Bank of Cyprus perdent **47,5 %** de leurs dépôts au-dessus de 100 000 €²². Ce n'est pas un scénario hypothétique — c'est un précédent européen. Et la directive BRRD a depuis **généralisé le mécanisme** à toute l'UE.

Ce que cela implique

L'argent que vous croyez « en sécurité » à la banque est : - Juridiquement la **propriété de la banque**, pas la vôtre - Garanti par un fonds qui couvre **moins de 1 %** des dépôts - Potentiellement ponctionnable en cas de crise (bail-in) - Soumis à des restrictions de retrait que la banque peut imposer unilatéralement

Ce n'est pas un argument anti-bancaire primaire. Les banques rendent des services réels — paiements, crédits, transferts. Mais il est essentiel de comprendre que déposer de l'argent à la banque n'est **pas** la même chose que le mettre dans un coffre-fort. C'est un prêt. Et comme tout prêt, il comporte un **risque de contrepartie** — le risque que l'emprunteur ne puisse pas rembourser.

C'est un argument de plus — et pas le moindre — pour diversifier son patrimoine vers des actifs que vous détenez **réellement** : or physique, Bitcoin sur un portefeuille dont vous contrôlez les clés, ou crypto sur un DEX qui ne peut pas geler vos fonds. *Not your keys, not your coins* — et, pourrait-on ajouter, *not your vault, not your cash*.

Le lien avec Bitcoin et les cryptomonnaies

C'est dans ce contexte — monnaies sans ancrage, impression sans limite, inflation sans consentement, confiscation sans recours — que Bitcoin a été créé. Non pas comme un produit financier de plus, ni comme une spéculation technologique. Mais comme une **révolte silencieuse**.

Pas de barricades, pas de manifeste distribué dans la rue, pas de leader charismatique haranguant les foules. Juste un pseudonyme — Satoshi Nakamoto —, un livre blanc de neuf pages publié sur une liste de diffusion de cryptographes, et une première ligne de code exécutée le 3 janvier 2009. La révolution la plus discrète de l'histoire de la monnaie.

Le message inscrit par Satoshi dans le tout premier bloc de la blockchain Bitcoin n'est pas un hasard — c'est une **déclaration d'intention** :

“The Times 03/Jan/2009 Chancellor on brink of second bailout for banks”

Une référence directe au sauvetage des banques britanniques avec l'argent du contribuable. Le premier mot de Bitcoin au monde est une accusation. Un acte de naissance qui dit : « Ce système est cassé, en voici un autre. » Pas une pétition, pas une manifestation — un **fait accompli**. Du code qui tourne. Un réseau qui démarre. Une alternative qui existe, qu'on le veuille ou non.

C'est la particularité de cette révolte : elle ne demande pas la permission. Elle ne négocie pas avec le système — elle le contourne. Chaque bloc miné, chaque transaction validée, chaque nœud qui se connecte au réseau est un vote silencieux contre la planche à billets, contre le Executive Order 6102 de demain, contre le prochain QE qui enrichira les mêmes et appauvrira les mêmes.

Bitcoin est la **réponse technologique** aux problèmes décrits dans ce chapitre : - **Offre limitée à 21 millions** → pas d'inflation par impression - **Décentralisé** → aucun gouvernement ne peut le confisquer par décret

(contrairement à l'or en 1933) - **Transparent** → la blockchain est publique, contrairement aux bilans des banques centrales - **Sans frontière** → pas de gel de compte, pas de contrôle des capitaux

Bitcoin n'est pas parfait. Il est volatil, complexe, et ses rampes d'accès (exchanges) restent sous contrôle étatique. Mais il propose quelque chose qu'aucune monnaie fiduciaire ne peut offrir : **des règles que personne ne peut changer seul**. Pas de Nixon Shock possible. Pas d'Executive Order 6102 numérique. Pas de QE surprise un dimanche soir.

C'est la différence fondamentale : la monnaie fiduciaire repose sur la confiance envers des institutions qui ont démontré, décennie après décennie, qu'elles ne la méritent pas. Bitcoin repose sur des mathématiques. Les mathématiques ne mentent pas, ne font pas de promesses « temporaires » de 55 ans, et ne signent pas de décrets en pleine nuit.

Mais concrètement — comment un individu ordinaire peut-il participer à cette révolution ?

C'est la question légitime. On vient de parcourir des décennies de manipulation monétaire, de confiscation, d'impression sans limite. On comprend le problème. On comprend pourquoi Bitcoin existe. Mais on est ni cryptographe, ni développeur, ni trader professionnel. On est un citoyen normal, avec un salaire normal, des factures normales, et un compte en banque qui fond doucement sous l'effet de l'inflation. Alors quoi ?

La réponse tient en trois mots : **apprendre, construire, agir**.

Apprendre d'abord. Comprendre ce que vous venez de lire — la mécanique de la création monétaire, l'illusion des taux de change, le thermomètre truqué de l'inflation — c'est déjà un acte de résistance. Le système fonctionne parce que personne ne regarde sous le capot. Le jour où vous comprenez que votre épargne perd 5 à 10 % par an en pouvoir d'achat réel, vous ne regardez plus votre relevé bancaire de la même façon. La connaissance est la première arme.

Construire ensuite. Pas besoin de millions. La règle des 20-10-60-10 — 20 % en actifs, 10 % en fonds d'urgence, 60 % en dépenses essentielles, 10 % en loisirs — est un cadre simple pour commencer à détourner une partie de vos revenus vers des actifs qui ne fondent pas. De l'or (physique ou tokenisé via PAXG). Du Bitcoin, même en petites quantités. L'important n'est pas le montant — c'est la **discipline**. Chaque euro converti en actif réel est un euro soustrait à la planche à billets.

Agir enfin. Et c'est là que ce livre prend tout son sens. Car il existe un outil qui permet à un individu ordinaire de faire travailler son capital 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, sur un marché qui ne dort jamais, sans être esclave de ses écrans : le **trading algorithmique**. Un robot qui exécute une stratégie testée, qui respecte des règles de gestion du risque, qui réinvestit ses gains automatiquement — les fameux intérêts composés, la huitième merveille du monde selon Einstein.

Ce n'est pas de la science-fiction. Ce n'est pas réservé aux hedge funds de Wall Street. C'est un programme Python, une connexion API à un exchange, et une stratégie que vous comprenez de A à Z parce que c'est **vous** qui l'avez construite. Pas un fonds opaque, pas un conseiller bancaire qui touche sa commission que vous gagniez ou perdiez — **votre** code, **vos** règles, **votre** capital.

C'est exactement ce que les prochains tomes de ce livre vont vous apprendre à faire. Pas en théorie — en pratique. Avec du vrai code, de vrais trades, de vrais résultats, et surtout de vraies erreurs. Parce que la route vers l'autonomie financière est pavée de liquidations, de bugs à 3 heures du matin, et de leçons qu'aucun livre ne peut vous épargner — mais qu'un livre honnête peut vous aider à traverser plus vite.

La révolte silencieuse ne se fait pas dans la rue. Elle se fait dans votre terminal.

Notes et références

1. Executive Order 6102, signé par Franklin D. Roosevelt le 5 avril 1933.
Texte disponible aux Archives nationales américaines
2. Pénalités EO 6102 : amende de 10 000 \$ (équivalent ~230 000 \$ en 2025) et/ou 10 ans de prison. Voir : *Trading with the Enemy Act of 1917*, amendé en 1933
3. Gold Reserve Act du 30 janvier 1934 : réévaluation de l'or de 20,67 \$ à 35 \$ l'once, dévaluation du dollar de 40 %. Voir : Federal Reserve History
4. Interdiction de la détention d'or levée le 31 décembre 1974 par le président Gerald Ford (Public Law 93-373). 41 ans d'interdiction
5. Sur les CBDC et les risques de contrôle : Bank for International Settlements, *CBDCs: An Opportunity for the Monetary System* (2021) ; Agustín Carstens (directeur de la BIS) : « Avec les CBDC, la banque centrale aurait un contrôle absolu sur les règles [...] et la technologie pour les faire respecter »
6. Accord États-Unis / Arabie saoudite (1974) : le pétrole de l'OPEP sera vendu exclusivement en dollars. Voir : David E. Spiro, *The Hidden Hand of American Hegemony: Petrodollar Recycling and International Markets* (1999)
7. Bilan de la Federal Reserve : de ~900 Mds \$ (2008) à ~4 500 Mds \$ (2014). Source : Federal Reserve Bank of St. Louis (FRED), série WALCL
8. BCE — Programme APP (Asset Purchase Programme) : 2 600 Mds € d'achats entre 2015 et 2018. Source : BCE, statistiques du programme APP
9. Fed : +4 800 Mds \$ en 2020-2021 (bilan passé de ~4 200 Mds à ~8 900 Mds \$). BCE — PEPP : 1 850 Mds € (mars 2020 à mars 2022). Sources : FRED ; BCE

10. Estimation agrégée : Fed (~9 000 Mds \$), BCE (~5 000 Mds €/~5 500 Mds \$), BoJ (~5 000 Mds \$), BoE (~1 000 Mds £/~1 200 Mds \$), période 2008-2022. Sources : bilans respectifs des banques centrales
11. Corrélation entre bilan de la Fed et S&P 500 : voir analyses de Yardeni Research ; *The Fed's balance sheet and the S&P 500* (2023)
12. Inégalités de richesse et QE : Banque d'Angleterre, *The Distributional Effects of Asset Purchases* (2012) — le QE a augmenté la richesse nette des 5 % les plus riches de 128 000 £ par ménage ; ECB, *Household Finance and Consumption Survey* (2023)
13. Inflation 2022-2023 : CPI américain pic à 9,1 % (juin 2022), EUCPI pic à 10,6 % (octobre 2022). Sources : Bureau of Labor Statistics ; Eurostat
14. Immobilier et CPI : le CPI utilise les « Owner's Equivalent Rent » (OER) au lieu des prix réels. L'indice Case-Shiller montre +45 % sur les prix immobiliers US entre 2020 et 2025, bien au-dessus de l'OER intégré au CPI
15. Prix de l'or : ~300 \$/once en 2000, ~3 000 \$/once début 2025. Source : World Gold Council, *Gold Price History*
16. Fiscal drag / bracket creep : OCDE, *Taxing Wages 2024* — analyse de l'effet de l'inflation sur la progressivité fiscale effective dans les pays de l'OCDE
17. Nature juridique du dépôt bancaire : le dépôt de fonds en compte courant est un prêt de consommation (mutuum). Le déposant transfère la propriété des fonds à la banque. Voir : Code civil français, art. 1892-1904 ; Cour de cassation (France), arrêts constants ; en Belgique, art. 1892 ancien Code civil
18. Garantie des dépôts : Directive 2014/49/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux systèmes de garantie des dépôts. Couverture : 100 000 € par déposant et par établissement
19. FGDR (France) : réserves d'environ 7 Mds € (2024) pour ~2 800 Mds € de dépôts couverts — ratio de couverture de ~0,25 %. Source : FGDR, rapports annuels ; Banque de France

20. EDIS (European Deposit Insurance Scheme) : proposition de la Commission européenne, novembre 2015 (COM/2015/0586). Bloqué au Conseil par l'Allemagne et les Pays-Bas. Toujours pas adopté en 2026. Voir : Commission européenne, *Completing the Banking Union*
 21. BRRD : Directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit. Introduction du mécanisme de bail-in (renflouement interne)
 22. Bail-in chypriote (2013) : Laiki Bank — pertes totales au-delà de 100 000 €. Bank of Cyprus — ponction de 47,5 % des dépôts au-dessus de 100 000 €. Voir : Commission européenne, *The Economic Adjustment Programme for Cyprus* (2013) ; BCE, rapports sur la crise chypriote
-

Pour aller plus loin

- **James Rickards** — *Currency Wars* (2011) et *The Death of Money* (2014) — L'histoire des guerres monétaires et la fragilité du système fiduciaire
- **Saifedean Ammous** — *The Bitcoin Standard* (2018) — L'histoire de la monnaie dure et pourquoi Bitcoin en est l'héritier
- **Lyn Alden** — *Broken Money* (2023) — Comment la technologie monétaire a évolué et pourquoi le système actuel est cassé
- **Jeff Booth** — *The Price of Tomorrow* (2020) — Pourquoi la technologie devrait faire baisser les prix et pourquoi l'impression monétaire empêche cette déflation naturelle
- **Barry Eichengreen** — *Exorbitant Privilege* (2011) — Le privilège du dollar et son avenir
- **David E. Spiro** — *The Hidden Hand of American Hegemony: Petro-dollar Recycling and International Markets* (1999) — Le système du pétrodollar

L'Euro : une monnaie unique, mais pour qui ?

Comment une promesse de prospérité partagée s'est transformée en machine à broyer les peuples

L'euro devait unir l'Europe. Apporter la stabilité, la prospérité, la paix économique. Trente ans après le traité de Maastricht et vingt-quatre ans après sa mise en circulation, le bilan est plus nuancé que les discours officiels ne le laissent entendre. Car derrière la promesse, il y a les chiffres. Et les chiffres racontent une autre histoire.

Les origines : un projet politique déguisé en projet économique

Le **traité de Maastricht**, signé le 7 février 1992, crée l'Union économique et monétaire (UEM) et pose les bases d'une monnaie unique européenne¹. L'euro entre en circulation le **1er janvier 2002**, remplaçant les monnaies nationales de 12 pays — franc français, mark allemand, lire italienne, franc belge, peseta espagnole, et sept autres.

La promesse était triple : - **Stabilité** : fini les dévaluations compétitives entre pays européens, fini les crises de change - **Prospérité partagée** : une zone économique intégrée, plus forte face au dollar - **Convergence** : les économies faibles rattraperaient les fortes, portées par le marché unique

Sur le papier, c'était magnifique. En pratique, c'était ignorer une réalité fondamentale : on ne met pas dans le même costume monétaire un marathonien et un sprinter. L'Allemagne exporte des machines-outils, la Grèce exporte des olives et du tourisme. Leurs besoins monétaires sont aussi différents que leurs économies.

Une monnaie taillée pour l'Allemagne

La vérité que personne ne dit à la télévision : **l'euro est structurellement sous-évalué pour l'Allemagne et surévalué pour les pays du Sud**².

Comment ça marche ? Un taux de change reflète normalement la force économique d'un pays. Si l'Allemagne avait gardé le Deutsche Mark, celui-ci se serait apprécié au fil des années, rendant les exportations allemandes plus chères — et donc moins compétitives. C'est le mécanisme naturel d'ajustement.

Mais dans la zone euro, le taux de change est une **moyenne** de toutes les économies membres. Les pays plus faibles (Grèce, Portugal, Espagne, Italie) tirent l'euro vers le bas, ce qui donne à l'Allemagne un taux de change **artificiellement compétitif**. Résultat : les excédents commerciaux allemands explosent — 200 milliards d'euros par an en moyenne entre 2015 et 2020³. L'Allemagne exporte comme si elle avait une monnaie faible, tout en bénéficiant de la crédibilité d'une monnaie « forte ». Le meilleur des deux mondes — pour elle.

Pour les pays du Sud, c'est l'inverse. Ils se retrouvent avec une monnaie **trop forte** pour leur économie. Leurs exportations sont trop chères, leur tourisme moins compétitif, leurs industries locales écrasées par la concurrence allemande. Et l'outil traditionnel de rééquilibrage — la dévaluation de la monnaie nationale — n'existe plus. Ils ont rendu les clés en adoptant l'euro.

La BCE : une banque centrale allemande pour toute l'Europe

La **Banque Centrale Européenne**, basée à Francfort — pas à Bruxelles, pas à Rome, pas à Athènes — suit historiquement une doctrine monétaire d'inspiration allemande : la **stabilité des prix** avant tout⁴. L'obsession anti-inflationniste héritée de l'hyperinflation de Weimar (1923) et du traumatisme allemand.

C'est une politique parfaite pour l'Allemagne. C'est une politique catastrophique pour un pays comme la Grèce ou l'Espagne en récession, qui aurait besoin d'une politique monétaire expansionniste — taux bas, monnaie faible — pour relancer son économie.

Le problème fondamental est là : **une politique monétaire unique pour des économies divergentes**. C'est comme prescrire le même médicament à tous les patients d'un hôpital, quel que soit leur diagnostic. Le diabétique reçoit le même traitement que le cardiaque. L'un des deux va nécessairement en souffrir.

La crise de 2008 : les peuples européens paient la facture américaine

L'origine : une crise « Made in USA »

La crise des subprimes naît aux États-Unis : spéculation immobilière incontrôlée, produits financiers toxiques (CDO, CDS) vendus comme des placements sûrs, absence totale de régulation, agences de notation complices qui attribuent des AAA à des poubelles financières⁵.

Quand la bulle éclate en 2007-2008, elle contamine l'Europe entière via les banques interconnectées. Les banques européennes — françaises, allemandes, britanniques, belges — avaient acheté à pleines mains ces

mêmes produits toxiques, attirées par des rendements trop beaux pour être vrais. Elles savaient — ou auraient dû savoir. Mais les bonus étaient trop juteux pour poser des questions.

Le sauvetage : privatisation des profits, socialisation des pertes

Les gouvernements européens sauvent leurs banques avec l'argent public. Entre 2008 et 2014, **1 600 milliards d'euros d'aides d'État** sont injectés dans le système bancaire européen⁶. Mille six cents milliards. L'équivalent du PIB de l'Espagne. Payés par les contribuables de **tous** les pays membres.

En Belgique, le sauvetage de Fortis, Dexia et KBC coûte des milliards aux contribuables belges. Dexia, à elle seule, sera renflouée trois fois — en 2008, 2011 et 2012 — avant d'être finalement démantelée. Le coût total pour le contribuable belge : estimé à **plus de 8 milliards d'euros**⁷. Pour une banque. Qui avait spéculé avec l'argent des déposants.

L'incompétence est double : - Les institutions américaines (Fed, SEC) ont laissé la bulle gonfler, par idéologie du « marché libre » et par complaisance envers Wall Street - Les institutions européennes (BCE, régulateurs nationaux) n'ont rien vu venir et ont acheté les mêmes produits toxiques, par cupidité et par suivisme

Les responsables ? Presque jamais poursuivis. Les bonus reprennent dès l'année suivante. En 2009, Goldman Sachs distribue **16,2 milliards de dollars de bonus** — l'année qui suit le sauvetage du système par le contribuable⁸. Le message est limpide : prenez les risques, encaissez les profits, et quand ça explose, le peuple paiera. C'est ce qu'on appelle l'aléa moral — *moral hazard*. Quand les conséquences de vos erreurs sont payées par quelqu'un d'autre, pourquoi se priver ?

La crise de la dette européenne (2010-2015) : l'austérité comme seule réponse

La troïka : trois institutions, zéro compassion

La crise bancaire de 2008 se transforme en crise de la dette souveraine. Les États qui se sont endettés pour sauver leurs banques se retrouvent eux-mêmes au bord de la faillite. L'ironie serait comique si les conséquences n'étaient pas tragiques.

La Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et Chypre sont mis sous tutelle de la « **troïka** » — la BCE, le FMI et la Commission européenne⁹. Trois institutions non élues qui dictent la politique économique de nations souveraines. La démocratie ? Un détail.

L'austérité : la punition des innocents

Le remède prescrit est partout le même : **l'austérité**. Coupes dans les services publics, les retraites, les salaires. Privatisations forcées des actifs nationaux — ports, aéroports, compagnies d'eau, télécoms — souvent vendus à prix cassé à des investisseurs étrangers.

En Grèce, les chiffres sont effarants¹⁰ : - Le PIB chute de **25 %** entre 2008 et 2013 — une destruction économique comparable à celle d'un pays en guerre - Le chômage atteint **27 %** (57 % chez les jeunes) - Les suicides augmentent de **35 %** - Le système de santé s'effondre : pénuries de médicaments, fermetures d'hôpitaux, retour de maladies éradiquées comme la malaria - Les retraites sont coupées **14 fois** entre 2010 et 2018

Pendant ce temps, les banques allemandes et françaises — les principales créancières de la Grèce — sont remboursées. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : les « plans de sauvetage » de la Grèce ne sauvent pas la Grèce. Ils sauvent les **créanciers** de la Grèce. L'argent transite par Athènes sans s'y arrêter — il repart directement vers Francfort et Paris¹¹.

Et l'Allemagne y gagne même deux fois : non seulement ses banques sont remboursées, mais elle emprunte elle-même à des taux **négatifs** — les investisseurs paniqués fuient les obligations grecques et espagnoles pour acheter de la dette allemande. La crise de ses partenaires européens lui rapporte de l'argent¹².

Le référendum grec de 2015 : quand la démocratie dérange

En juillet 2015, le gouvernement Tsipras organise un référendum : les Grecs acceptent-ils le nouveau plan d'austérité de la troïka ? Le résultat est sans appel : **61 % de « non »** (OXI)¹³. Le peuple grec refuse l'austérité.

La réponse de l'Europe ? Elle ignore le vote. La BCE menace de couper les liquidités des banques grecques — les ATM sont déjà limités à 60 euros par jour. Tsipras capitule en une semaine et accepte un plan **encore plus dur** que celui rejeté par référendum.

Le message envoyé à tous les peuples européens est glaçant : vous pouvez voter, mais ça ne changera rien. La vraie politique se décide à Francfort et à Bruxelles, pas dans les urnes. La démocratie européenne a une limite : elle s'arrête là où commencent les intérêts des créanciers.

Perte de souveraineté monétaire : le prix invisible de l'euro

Ce que les citoyens européens ont perdu en adoptant l'euro est rarement formulé clairement. Alors formulons-le :

- **Plus de banque centrale nationale** : la politique monétaire est décidée à Francfort par le Conseil des gouverneurs de la BCE. La Belgique, avec ses 11 millions d'habitants, n'a aucun poids réel dans ces décisions face à l'Allemagne et la France
- **Plus de monnaie nationale** : impossible de dévaluer pour regagner de la compétitivité. L'outil d'ajustement le plus ancien et le plus efficace de l'histoire économique a été supprimé

- **Plus de politique monétaire adaptée** : les taux d'intérêt sont les mêmes pour l'Allemagne (qui aurait besoin de taux plus élevés pour freiner sa surchauffe) et pour la Grèce (qui aurait besoin de taux plus bas pour relancer sa croissance). Personne n'est servi correctement, mais certains en souffrent plus que d'autres
- **Plus de prêteur en dernier ressort** : contrairement à la Fed qui peut toujours acheter la dette américaine, la BCE a longtemps refusé ce rôle — jusqu'à ce que la crise l'y force. Mais à chaque fois, c'est conditionné, négocié, et les pays demandeurs sont mis à genoux

La Belgique est un cas d'école. Petit pays, économie ouverte, dépendant de ses voisins, sans levier monétaire propre. Le franc belge permettait des ajustements — dévaluation de 1982, par exemple, qui avait relancé la compétitivité. Avec l'euro, cet outil n'existe plus. Il ne reste que l'austérité budgétaire — c'est-à-dire faire payer les citoyens¹⁴.

Le lien avec les cryptomonnaies

L'euro illustre à l'échelle européenne le même problème que le dollar à l'échelle mondiale : **une monnaie contrôlée par d'autres, au service d'intérêts qui ne sont pas forcément les vôtres.**

Le citoyen belge n'a pas choisi la politique monétaire de la BCE. Le travailleur grec n'a pas voté pour l'austérité imposée par la troïka — il a même voté contre, et on l'a ignoré. L'épargnant chypriote n'a pas consenti à la ponction directe sur son compte bancaire en 2013.

Bitcoin ne favorise personne. Il n'a pas de Francfort. Il n'a pas de troïka. Il n'a pas de référendum qu'on peut ignorer. Ses règles sont les mêmes pour un Allemand, un Grec, un Belge et un Nigérian. Elles sont écrites dans le code, vérifiables par tous, et modifiables uniquement par consensus du réseau.

Est-ce une solution parfaite ? Non. Mais c'est une alternative qui a le mérite d'exister — dans un monde où ceux qui contrôlent la monnaie ont prouvé, crise après crise, qu'ils ne méritent pas cette responsabilité.

Notes et références

1. Traité sur l'Union européenne (traité de Maastricht), signé le 7 février 1992, entré en vigueur le 1er novembre 1993. Voir : EUR-Lex, texte consolidé
2. Sur la sous-évaluation de l'euro pour l'Allemagne : IMF Working Paper, *External Imbalances in the Euro Area* (2017) ; Marcel Fratzscher, *The Euro Area Crisis: Need for a Supranational Fiscal Risk Sharing Mechanism?* (2016)
3. Excédents commerciaux allemands : Bundesbank, Balance of Payments Statistics — excédent courant moyen de ~200 Mds €/an (2015-2020), record à 261 Mds € en 2016
4. BCE et mandat de stabilité des prix : article 127 du TFUE — objectif principal « maintenir la stabilité des prix », objectif d'inflation « inférieur à, mais proche de 2 % » (révisé à « 2 % symétrique » en 2021)
5. Crise des subprimes : Financial Crisis Inquiry Commission, *The Financial Crisis Inquiry Report* (2011) — rapport officiel du Congrès américain
6. Aides d'État au secteur bancaire européen (2008-2014) : Commission européenne, *State Aid Scoreboard* — 1 600 Mds € approuvés (dont ~670 Mds € effectivement utilisés en recapitalisations et garanties)
7. Coût du sauvetage bancaire en Belgique : Cour des comptes belge, rapports sur Fortis/BNP Paribas, Dexia et KBC. Dexia : 3 renflouements (2008, 2011, 2012), coût estimé >8 Mds € pour l'État belge
8. Goldman Sachs, bonus 2009 : 16,2 Mds \$ de rémunérations et compensations. Source : rapport annuel Goldman Sachs 2009 ; *The New York Times*, 16 décembre 2009

9. La « troïka » : terme informel désignant la BCE, le FMI et la Commission européenne, chargés de superviser les programmes d'assistance financière aux pays de la zone euro
 10. Grèce — chiffres de la crise : Eurostat (PIB, chômage) ; *The Lancet, Greek health crisis: from austerity to denialism* (2014) ; Stuckler & Basu, *The Body Economic* (2013) — hausse des suicides de 35 %
 11. Destination réelle des fonds de sauvetage grecs : ESMT Berlin, *Where Did the Greek Bailout Money Go?* (2016) — moins de 5 % des fonds ont bénéficié au budget grec ; le reste a servi à rembourser les créanciers
 12. Gains allemands sur la crise : Leibniz Institute for Economic Research, *Germany Has Benefited Most from the Greek Crisis* — 100 Mds € d'économies sur les coûts d'emprunt grâce à l'effet « flight to safety » (2018)
 13. Référendum grec du 5 juillet 2015 : 61,3 % de « non » (OXI) au plan d'austérité. Tsipras accepte un accord plus dur le 13 juillet 2015
 14. Dévaluation du franc belge de 1982 : dévaluation de 8,5 % décidée par le gouvernement Martens V pour restaurer la compétitivité. Voir : Banque nationale de Belgique, *Monetary History of Belgium*
-

Pour aller plus loin

- **Yanis Varoufakis** — *Adults in the Room* (2017) — Le récit de l'ancien ministre des Finances grec face à la troïka. Édifiant
- **Joseph Stiglitz** — *The Euro: How a Common Currency Threatens the Future of Europe* (2016) — Pourquoi l'euro, tel qu'il est conçu, est voué à l'échec
- **Ashoka Mody** — *EuroTragedy: A Drama in Nine Acts* (2018) — L'histoire politique de l'euro et ses dysfonctionnements structurels
- **David Stuckler & Sanjay Basu** — *The Body Economic: Why Austerity Kills* (2013) — Les conséquences sanitaires de l'austérité, chiffres à l'appui

- **Mark Blyth** — *Austerity: The History of a Dangerous Idea* (2013) —
Pourquoi l'austérité ne fonctionne pas et pourquoi on continue de l'appliquer

La perte de confiance et le retour de l'or

Comment le monde se révolte contre le dollar — et pourquoi l'or redevient roi

Depuis 1971, le dollar règne sans contrepartie physique. Depuis 2022, il règne en montrant les dents. Le gel des réserves russes — 300 milliards de dollars immobilisés d'un claquement de doigt — a envoyé un message que le monde entier a reçu cinq sur cinq : votre argent n'est pas vraiment le vôtre si la nation qui imprime la monnaie décide qu'il ne l'est plus.

Ce chapitre raconte la perte de confiance — et la recherche d'alternatives.

Les crises à répétition : un système qui ne fonctionne que pour ceux qui le contrôlent

L'argument principal en faveur du système financier traditionnel a toujours été la **stabilité**. Les institutions existent pour réguler, superviser, protéger. Le FMI stabilise. La BCE surveille. La SEC contrôle. Les agences de notation évaluent.

La réalité ? Une crise tous les dix ans, comme un métronome cassé :

- **1997 — Crise asiatique** : la Thaïlande, l'Indonésie, la Corée du Sud s'effondrent. Le FMI intervient avec des conditions qui aggravent la récession. Des millions de personnes plongent dans la pauvreté¹
- **2000 — Bulle internet** : les marchés perdent 5 000 milliards de dollars en deux ans. Les analystes de Wall Street avaient recommandé d'acheter jusqu'au dernier jour. Les petits investisseurs paient, les banques d'affaires encaissent les commissions²

- **2008 — Crise des subprimes** : le système financier mondial frôle l'effondrement. Les contribuables sauvent les banques. Les banquiers gardent leurs bonus. Personne (ou presque) n'est poursuivi
- **2020 — Crise Covid** : la réponse est la même qu'en 2008, mais en plus gros. Plus d'impression, plus de dette, plus de transfert de richesse vers le haut

À chaque crise, le même schéma : les institutions censées protéger le système sont soit complices, soit incompetentes, soit les deux. Et à chaque fois, ce sont les citoyens ordinaires qui paient la facture — en impôts, en inflation, en destruction d'emplois, en austérité.

« **Too big to fail** » — trop gros pour tomber. Cette expression, née en 2008, résume tout le cynisme du système : les banques prennent des risques insensés parce qu'elles savent qu'elles seront sauvées. Privatisation des profits en temps de boom, socialisation des pertes en temps de crise. Pile je gagne, face tu perds.

Le gel des réserves russes : l'arme nucléaire financière

Le 26 février 2022, en réponse à l'invasion de l'Ukraine, les États-Unis et l'Union européenne gèlent environ **300 milliards de dollars** de réserves de la Banque centrale de Russie détenus dans des banques occidentales³.

Indépendamment de tout jugement sur le conflit lui-même, cet acte a des conséquences géopolitiques profondes qui dépassent largement la Russie :

Le message envoyé au monde : les réserves de change en dollars et en euros — que les banques centrales accumulent précisément comme filet de sécurité — peuvent être gelées unilatéralement par les États-Unis et l'UE. Votre trésor de guerre n'est pas dans votre coffre — il est dans le coffre de quelqu'un d'autre, qui peut changer la serrure quand il veut.

La réaction : les banques centrales du monde entier ont tiré la même conclusion. Si ça peut arriver à la Russie — la 11^e économie mondiale, puissance nucléaire — ça peut arriver à n'importe qui. La Chine, qui détient 759 milliards de dollars de dette américaine, a particulièrement bien reçu le message⁴.

La dédollarisation : le monde cherche la sortie

Ce qui était un mouvement marginal avant 2022 est devenu un mouvement **structurel**. La dédollarisation n'est plus une théorie — c'est une stratégie activement poursuivie par une majorité de la population mondiale.

Les BRICS : un contreponds au dollar

Les **BRICS** — Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, rejoints en 2024 par l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis — représentent désormais **plus de 40 % de la population mondiale** et environ **35 % du PIB mondial** (en parité de pouvoir d'achat)⁵.

Leurs initiatives : - **Commerce bilatéral en monnaies locales** : la Chine et la Russie commercent en yuan et en rouble. L'Inde achète du pétrole russe en roupies. Le Brésil et la Chine règlent leurs échanges en yuan et en réal⁶ - **Alternatives à SWIFT** : la Chine a développé le CIPS (Cross-Border Interbank Payment System), la Russie le SPFS. Ce ne sont pas encore des rivaux de SWIFT, mais ce sont des sorties de secours⁷ - **Exploration d'une monnaie commune** : les BRICS étudient un système de paiement commun, potentiellement adossé à un panier de devises et/ou partiellement à l'or. Le projet est encore embryonnaire, mais sa seule existence est un signal⁸

La fin du pétrodollar ?

Depuis 1974, le pétrole mondial se vendait exclusivement en dollars. C'était la fondation du « privilège exorbitant » — tout pays voulant acheter du pétrole devait d'abord acheter des dollars.

Ce monopole s'effrite : - L'Arabie saoudite accepte désormais le yuan chinois pour certaines ventes de pétrole⁹ - Les Émirats arabes unis règlent des transactions pétrolières en roupies indiennes - La Russie vend son pétrole en yuan, en roupies, en dirhams

Ce n'est pas encore la fin du pétrodollar — le dollar reste dominant dans le commerce pétrolier. Mais chaque transaction en monnaie alternative est une fissure dans le monopole. Et les fissures s'accumulent.

Le retour de l'or : l'ancrage que le monde recherche

Face à la perte de confiance dans le dollar et la menace de gel des actifs, les banques centrales du monde entier font un choix qui en dit long : **elles achètent de l'or à un rythme sans précédent.**

Les chiffres : une ruée vers l'or silencieuse

- **2022** : les banques centrales achètent **1 136 tonnes d'or** — un record historique¹⁰
- **2023** : elles achètent **1 037 tonnes** — le deuxième record historique consécutif¹¹
- **2024-2025** : le rythme se maintient à des niveaux exceptionnels

Les principaux acheteurs : - **Chine** : la People's Bank of China a augmenté ses réserves d'or de plus de 300 tonnes entre 2022 et 2025 — et ce ne sont que les achats déclarés. Les analystes estiment que les achats réels pourraient être bien supérieurs¹² - **Russie** : accumulation massive depuis les sanctions de 2014, accélérée après 2022 - **Inde** : achats réguliers pour

diversifier ses réserves, historiquement dominées par le dollar - **Turquie, Pologne, Singapour** : des pays de tailles et de profils très différents, mais qui tirent tous la même conclusion

Pourquoi l'or ?

L'or possède une propriété qu'aucune monnaie fiduciaire, aucune obligation d'État, aucun actif financier ne peut offrir : **la neutralité**.

- **Personne ne peut en imprimer** : l'offre mondiale d'or augmente d'environ 1,5 % par an (extraction minière). Pas de QE possible
- **Personne ne peut en geler** : l'or physique dans votre coffre n'est pas dans le système bancaire. Il ne dépend d'aucun intermédiaire, d'aucun réseau SWIFT, d'aucun décret présidentiel
- **Personne ne le contrôle** : l'or n'a pas de banque centrale, pas de gouvernement, pas de politique monétaire. Il est accepté universellement depuis 5 000 ans — pas parce qu'un État l'impose, mais parce que l'humanité le reconnaît
- **Il est décorrélé** : contrairement aux actions et aux obligations, l'or ne suit pas les marchés financiers. Quand tout chute, l'or tient — ou monte. C'est un **stabilisateur de portefeuille**, pas une spéculation

Les BRICS explorent une architecture monétaire internationale qui redonnerait à l'or un rôle d'ancrage — pas un retour à l'étalon-or strict, mais un système où les réserves d'or serviraient de **garantie partielle** aux échanges commerciaux. Une alternative au dollar qui ne serait imposée par personne et ne reposerait pas sur la confiance envers une seule nation¹³.

Le parallèle entre l'or et Bitcoin

L'or et Bitcoin partagent des propriétés fondamentales :

Propriété	Or	Bitcoin
Offre limitée	~200 000 tonnes extraites en 5 000 ans	21 millions, pas un de plus
Création contrôlée	~3 500 tonnes/an (extraction)	Halving tous les 4 ans
Décentralisé	Pas de banque centrale de l'or	Pas de banque centrale de Bitcoin
Résistant à la censure	Or physique = insaisissable (si bien caché)	Bitcoin = insaisissable (si vous détenez vos clés)
Sans frontière	Accepté universellement	Transférable mondialement en minutes
Historique	5 000 ans	16 ans

L'or et Bitcoin ne sont pas concurrents — ils sont complémentaires.

L'or pour le monde physique, Bitcoin pour le monde numérique. L'or pour la stabilité millénaire, Bitcoin pour l'agilité et la programmabilité. L'or comme ancrage du passé, Bitcoin comme ancrage du futur.

PAXG : le pont entre les deux mondes

Le token **PAXG** (Pax Gold) fait le lien entre ces deux univers. Chaque token PAXG est adossé à **une once troy d'or physique** (31,1 grammes), détenu dans les coffres de la Brink's à Londres et audité mensuellement par une firme indépendante¹⁴.

Concrètement, PAXG offre : - La **solidité millénaire de l'or** — la valeur réelle, l'ancrage physique - L'**agilité de la blockchain** — transfert en minutes, fractionnement, trading 24/7 - La **décorrélation** des marchés crypto — quand BTC chute de 30 %, PAXG ne suit pas. Il suit l'or

C'est exactement ce qui en fait un outil précieux dans un portefeuille de trading algorithmique — mais nous y reviendrons dans les prochains tomes.

La corrélation BTC : le mirage de la diversification altcoins

Un dernier point crucial avant de clore ce chapitre, parce qu'il est au cœur d'une illusion coûteuse.

Contrairement à l'or — qui est décorrélé des marchés financiers —, **les cryptomonnaies sont presque toutes corrélées entre elles**. ETH, SOL, AVAX, LINK, DOGE... elles suivent toutes Bitcoin. Quand BTC monte de 20 %, les altcoins montent de 25-40 %. Quand BTC chute de 30 %, les altcoins chutent de **40-60 %**¹⁵.

La « diversification » entre altcoins est une illusion — c'est comme diversifier entre plusieurs actions du même secteur pendant un krach. Vous avez l'impression d'avoir réparti le risque, mais en réalité tous vos œufs sont dans le même panier. Le panier s'appelle Bitcoin, et les altcoins ne sont que des variations plus volatiles du même thème.

Seul l'or (physique ou PAXG) offre une **vraie décorrélation** dans un portefeuille crypto. C'est une leçon que beaucoup apprennent à leurs dépens — certains y laissent des fortunes, d'autres n'y laissent que des illusions. Nous en reparlerons dans le Tome 3, avec des données réelles et des liquidations bien concrètes.

Notes et références

1. Crise asiatique 1997 : Joseph Stiglitz, *Globalization and Its Discontents* (2002) — critique du rôle du FMI ; World Bank, *East Asia: The Road to Recovery* (1998)
2. Bulle internet (2000-2002) : NASDAQ perd 78 % de sa valeur (pic de 5 048 en mars 2000, creux de 1 114 en octobre 2002). Voir : Robert Shiller, *Irrational Exuberance* (2000)

3. Gel des réserves russes : Conseil de l'UE, décisions du 25-28 février 2022 ; U.S. Department of the Treasury, sanctions OFAC. Montant estimé : ~300 Mds \$ sur ~640 Mds \$ de réserves totales
4. Réserves chinoises en dette US : U.S. Treasury, *Major Foreign Holders of Treasury Securities* — Chine : 759 Mds \$ (2025)
5. BRICS élargi (2024) : World Bank Data — PIB combiné en PPA > 35 % du PIB mondial ; population > 3,5 milliards (>40 % mondial)
6. Commerce bilatéral en monnaies locales : People's Bank of China, accords de swap bilatéraux ; Reuters, *China and Brazil strike deal to trade in own currencies* (mars 2023)
7. CIPS : Cross-Border Interbank Payment System, lancé en 2015, ~1 500 institutions participantes dans 100+ pays (2025). SPFS : System for Transfer of Financial Messages (Russie), lancé en 2014
8. BRICS et monnaie commune : déclaration du sommet de Johannesburg (août 2023) ; déclaration de Kazan (octobre 2024) — création d'un groupe de travail sur les paiements transfrontaliers
9. Arabie saoudite et yuan : *The Wall Street Journal*, *Saudi Arabia Considers Accepting Yuan Instead of Dollars for Chinese Oil Sales* (mars 2022) ; premières transactions confirmées en 2023
10. Achats d'or des banques centrales 2022 : World Gold Council, *Gold Demand Trends Full Year 2022* — 1 136 tonnes, record depuis 1967
11. Achats d'or 2023 : World Gold Council, *Gold Demand Trends Full Year 2023* — 1 037 tonnes
12. Achats d'or de la Chine : World Gold Council ; *Bloomberg*, analyses estimant les achats non déclarés (via des intermédiaires et des achats domestiques) potentiellement 2-3x supérieurs aux chiffres officiels
13. BRICS et rôle de l'or : Sergey Glazyev (commissaire macroéconomique de l'Union économique eurasiatique), proposition d'une monnaie de règlement adossée à un panier de matières premières incluant l'or (2022)

14. PAXG : Paxos Trust Company, audits mensuels par Withum. Chaque token = 1 once troy d'or physique (finesse 400 oz London Good Delivery) stocké chez Brink's, Londres. Voir : paxos.com/paxgold
 15. Corrélation BTC/altcoins : études IntoTheBlock, Coin Metrics — corrélation moyenne BTC-ETH > 0,80 ; BTC-altcoins majeurs > 0,70 sur 2020-2025
-

Pour aller plus loin

- **James Rickards** — *Currency Wars* (2011) et *The New Case for Gold* (2016) — Guerres monétaires et retour de l'or comme ancrage
- **Zoltan Pozsar** — *Bretton Woods III* (Credit Suisse, 2022) — L'émergence d'un nouveau système monétaire basé sur les matières premières
- **Lyn Alden** — *Broken Money* (2023) — La technologie monétaire, du troc au Bitcoin, en passant par l'or
- **Luke Gromen** — *The Mr. X Interviews* (newsletter FFTT) — Analyse géopolitique de la dédollarisation et du rôle de l'or
- **Saifedean Ammous** — *The Bitcoin Standard* (2018) — L'histoire de la monnaie dure et pourquoi Bitcoin en est l'héritier numérique

De Bitcoin à l'écosystème crypto

Comment une expérience de cryptographes a engendré un univers financier parallèle

Bitcoin est né en 2009, seul. Un réseau, un token, une idée. Seize ans plus tard, il a engendré un écosystème de **plus de 10 000 cryptomonnaies**, des protocoles de finance décentralisée gérant des dizaines de milliards de dollars, des stablecoins qui rivalisent avec les paiements traditionnels, et des échanges qui traitent plus de volume quotidien que certaines bourses historiques.

Ce chapitre survole cet écosystème — pas pour en faire l'inventaire exhaustif (il faudrait une encyclopédie), mais pour comprendre les grandes catégories, leurs logiques, et leurs pièges.

Bitcoin : le point zéro

Tout commence avec le **livre blanc de Satoshi Nakamoto**, publié le 31 octobre 2008 sur une liste de diffusion de cryptographes : « *Bitcoin: A Peer-to-Peer Electronic Cash System* »¹. Neuf pages. Pas de jargon marketing, pas de roadmap à 47 phases, pas de « tokenomics révolutionnaire ». Juste un problème (la confiance dans les intermédiaires financiers) et une solution technique (un registre distribué sécurisé par la preuve de travail).

Le premier bloc — le **genesis block** — est miné le 3 janvier 2009. La première transaction entre deux personnes a lieu le 12 janvier 2009 (Satoshi envoie 10 BTC à Hal Finney)². Le premier achat réel : **10 000 BTC pour deux pizzas**, le 22 mai 2010 — le fameux « Bitcoin Pizza Day ». Ces deux pizzas valent aujourd'hui environ 600 millions de dollars. L'histoire ne dit pas si elles étaient bonnes³.

Ce que Bitcoin est — et ce qu'il n'est pas

Bitcoin est souvent mal compris, même par ceux qui en possèdent.

Ce qu'il est : - Un **réseau de paiement décentralisé** : personne ne le contrôle, tout le monde peut y participer - Une **réserve de valeur numérique** : offre limitée à 21 millions, émission décroissante (halving tous les ~4 ans) - Un **registre public immuable** : chaque transaction est vérifiable par quiconque, pour toujours - Un **protocole ouvert** : le code est open source, auditable, modifiable uniquement par consensus

Ce qu'il n'est pas : - Un moyen de paiement rapide pour le café (le réseau de base traite ~7 transactions/seconde — le Lightning Network améliore cela, mais ce n'est pas son usage principal) - Un outil d'anonymat parfait (pseudonyme, pas anonyme — chaque transaction est publique) - Un investissement sans risque (volatilité de 50-80 % par an, des chutes de 80 % en bear market)

Bitcoin fait **une chose** et la fait bien : être une monnaie numérique que personne ne peut manipuler. Tout le reste de l'écosystème crypto est né de la question : « Et si on utilisait cette technologie pour faire *autre chose* ? »

Ethereum : la blockchain programmable

En 2013, un Canadien d'origine russe de 19 ans nommé **Vitalik Buterin** publie un livre blanc proposant une blockchain différente de Bitcoin⁴. Là où Bitcoin est un registre de transactions (« A envoie X BTC à B »), Ethereum est une **plateforme d'exécution de programmes** — des **smart contracts** (contrats intelligents).

Un smart contract est un programme informatique qui s'exécute automatiquement sur la blockchain quand certaines conditions sont remplies. Pas besoin de faire confiance à un intermédiaire — le code fait respecter l'accord. « *Code is law* » — le code fait loi.

Ethereum est lancé le 30 juillet 2015. Son token natif, l'**ETH**, sert de « carburant » (gas) pour exécuter les programmes sur le réseau⁵.

Ce qu'Ethereum a rendu possible

- **La DeFi** (Finance Décentralisée) : des protocoles qui reproduisent les services bancaires (prêts, emprunts, échanges, assurances) sans banque. Uniswap pour l'échange, Aave pour le prêt, MakerDAO pour la création de stablecoins — tout est automatisé par des smart contracts⁶
- **Les NFT** (Non-Fungible Tokens) : des certificats de propriété numériques uniques. Au-delà du battage médiatique et des singes à 300 000 \$, le concept a des applications réelles (billetterie, titres de propriété, licences)
- **Les DAO** (Decentralized Autonomous Organizations) : des organisations gérées par le code et le vote des détenteurs de tokens, sans hiérarchie traditionnelle
- **Les Layer 2** : des solutions construites au-dessus d'Ethereum pour le rendre plus rapide et moins cher (Arbitrum, Optimism, Base)

Les limites d'Ethereum

Ethereum n'est pas parfait. Les frais de transaction (gas fees) peuvent atteindre des dizaines de dollars en période de forte activité. Le réseau est lent (15-30 transactions/seconde sur la couche principale). Et la transition de Proof of Work à **Proof of Stake** (septembre 2022 — « The Merge ») a réduit la consommation énergétique de 99,95 % mais a introduit des questions sur la centralisation : les plus gros stakers (Lido, Coinbase, Kraken) contrôlent une part significative du réseau⁷.

L'explosion des altcoins : 10 000 tokens et une question

Après Bitcoin et Ethereum, des milliers de projets ont vu le jour. Chacun avec sa « vision », sa « communauté » et son livre blanc de 40 pages promettant de révolutionner quelque chose.

Les catégories qui comptent

Les « Ethereum killers » — des blockchains alternatives promettant d'être plus rapides et moins chères : - **Solana** (SOL) : très rapide (~65 000 TPS théoriques), mais a connu plusieurs pannes totales du réseau⁸ - **Avalanche** (AVAX) : architecture en sous-réseaux, bonne vitesse - **Cardano** (ADA) : approche académique, développement lent mais méthodique - **Hyperliquid** (HYPE) : échange décentralisé (DEX) perpétuel construit sur sa propre blockchain L1, avec carnet d'ordres on-chain — le futur de la DeFi selon beaucoup

Les tokens DeFi — les « actions » des protocoles de finance décentralisée : - AAVE, UNI (Uniswap), MKR (MakerDAO), CRV (Curve)... - Leur valeur dépend de l'adoption du protocole sous-jacent

Les memecoins — les tokens sans utilité fondamentale, portés par la spéculation et les réseaux sociaux : - DOGE (Dogecoin), SHIB (Shiba Inu), PEPE, WIF... - Casino pur — certains font x100, la plupart vont à zéro

La question à poser avant d'acheter un altcoin

Une seule question suffit : « **Qu'est-ce que ce projet fait que Bitcoin ou Ethereum ne fait pas déjà ?** »

Si la réponse est claire et convaincante (Hyperliquid offre un DEX perpétuel avec carnet d'ordres on-chain — ça, ni Bitcoin ni Ethereum ne le font nativement), le projet mérite d'être étudié. Si la réponse est vague («

notre blockchain est plus rapide et plus scalable » — c'est ce qu'ils disent tous), méfiance. Si la réponse est inexistante ou se résume à « la communauté est forte » — fuyez.

Les stablecoins : l'ironie suprême

Les stablecoins sont probablement l'innovation crypto la plus utilisée — et la plus ironique.

Le concept

Un stablecoin est un token dont la valeur est arrimée à un actif stable — généralement le dollar américain. 1 USDC = 1 dollar. 1 USDT = 1 dollar (en théorie). L'objectif : combiner les avantages de la blockchain (rapidité, accessibilité, programmabilité) avec la stabilité d'une monnaie traditionnelle.

Les principaux stablecoins

- **USDT (Tether)** : le plus ancien et le plus utilisé (~120 milliards de capitalisation en 2025). Controversé : Tether a longtemps refusé de prouver que chaque USDT était adossé à un vrai dollar. Des audits partiels ont révélé des réserves composées en partie de papier commercial et d'actifs non liquides. « Faites-nous confiance » — dans un écosystème censé éliminer le besoin de confiance⁹
- **USDC (Circle)** : le stablecoin « régulé ». Réserves auditées, composées principalement de cash et de bons du Trésor américain. Plus transparent que Tether, mais reste centralisé — Circle peut geler des adresses sur demande des autorités¹⁰
- **DAI (MakerDAO)** : stablecoin décentralisé, créé par sur-collatéralisation d'actifs crypto. Pas d'émetteur central pouvant geler vos fonds. Plus fidèle à l'esprit crypto, mais mécanisme plus complexe

L'ironie

Relisez l'article sur la monnaie fiduciaire. Relisez le chapitre sur le Nixon Shock, l'impression monétaire, la perte de pouvoir d'achat du dollar. Et maintenant constatez : **les cryptomonnaies les plus utilisées au quotidien sont adossées au dollar.**

Le système qu'on cherche à remplacer reste la **référence de valeur**. Les traders mesurent leurs gains en dollars. Les protocoles DeFi fonctionnent en USDC. Les prix sont affichés en USD. Le dollar que nous avons décrit comme une monnaie malade, imprimée sans limite, en perte de confiance mondiale — reste l'unité de compte de l'univers crypto.

C'est comme construire une maison pour échapper à la pluie... et utiliser des tuiles en papier. Le paradoxe est réel, et il dit quelque chose d'important : la transition est en cours, mais elle n'est pas terminée. Nous sommes dans l'entre-deux — un pied dans le vieux monde, un pied dans le nouveau.

C'est d'ailleurs pourquoi **PAXG** (or tokenisé) est une pièce importante du puzzle : c'est un stablecoin adossé non pas au dollar — cette monnaie imprimable à l'infini — mais à l'or, une réserve de valeur que personne ne peut créer par décret.

Les échanges : les portes d'entrée (et les points de faiblesse)

Pour acheter des cryptos, il faut passer par un **exchange** — une plateforme d'échange. Et c'est là que le bât blesse.

Exchanges centralisés (CEX)

Binance, Coinbase, Kraken, Bybit, Bitget... Ce sont des entreprises classiques, avec des serveurs, des employés, des comptes bancaires, et surtout un **contrôle total sur vos fonds**. Quand vous déposez des BTC sur Binance, vous ne possédez pas réellement des BTC — vous possédez une **promesse de Binance** de vous rendre vos BTC quand vous le demanderez.

“Not your keys, not your coins” — si vous ne détenez pas vos clés privées, vous ne possédez pas vos cryptos.

FTX l’a prouvé de la manière la plus spectaculaire : en novembre 2022, l’échange de Sam Bankman-Fried s’effondre, révélant un trou de **8 milliards de dollars**. L’argent des clients avait été prêté, joué, dépensé. Des millions d’utilisateurs ont tout perdu¹¹. C’est exactement le même schéma que les banques traditionnelles — sauf que cette fois, il n’y avait pas de « too big to fail » pour sauver les déposants.

Exchanges décentralisés (DEX)

Les DEX — Uniswap, dYdX, **Hyperliquid** — sont des protocoles, pas des entreprises. Ils fonctionnent sur la blockchain via des smart contracts. Pas de compte à créer, pas de KYC (Know Your Customer), pas d’intermédiaire qui détient vos fonds. Vous tradez directement depuis votre portefeuille.

Hyperliquid mérite une mention particulière : c’est un DEX de **perpétuels** (contrats à terme sans date d’expiration) avec un **carnet d’ordres on-chain** — comme un échange centralisé, mais sans l’intermédiaire. Vitesse d’exécution en millisecondes, liquidité profonde, et vos fonds restent sous votre contrôle. C’est sur Hyperliquid que fonctionne le bot de trading dont ce livre raconte l’histoire¹².

Les DEX sont l'incarnation du principe crypto : *trustless* — pas besoin de faire confiance, le code fait le travail. Mais ils ont aussi leurs limites : interface moins intuitive, risque de bugs dans les smart contracts, et — pour l'instant — pas de recours légal en cas de problème.

Le mot de la fin : une jungle, pas un jardin

L'écosystème crypto est une **jungle**. Il y a des projets révolutionnaires et des arnaques pures. Des innovations qui changeront le monde et des tokens qui n'existent que pour enrichir leurs créateurs. Des protocoles qui fonctionnent depuis des années sans faille et des smart contracts qui se font hacker en une nuit.

La règle d'or — celle qui vous évitera 90 % des pertes — est simple : **DYOR** (Do Your Own Research). Ne faites confiance à personne — ni aux influenceurs YouTube, ni aux « signaux » Telegram, ni aux promesses de rendement garanti. Si quelqu'un vous promet 1 % par jour « sans risque », ce n'est pas un investissement — c'est un schéma de Ponzi avec un joli site web.

Comprenez ce que vous achetez. Lisez le code si vous le pouvez. Testez avec de petites sommes. Et surtout, n'investissez jamais plus que ce que vous êtes prêt à perdre intégralement — parce que dans cette jungle, c'est un scénario parfaitement réaliste.

Notes et références

1. Satoshi Nakamoto, *Bitcoin: A Peer-to-Peer Electronic Cash System* (31 octobre 2008). Disponible sur bitcoin.org/bitcoin.pdf
2. Première transaction Bitcoin : bloc 170, 12 janvier 2009. Satoshi Nakamoto envoie 10 BTC à Hal Finney. Source : blockchain Bitcoin, vérifiable publiquement

3. Bitcoin Pizza Day : 22 mai 2010, Laszlo Hanyecz achète 2 pizzas chez Papa John's pour 10 000 BTC. Source : BitcoinTalk forum, post original de Hanyecz
 4. Vitalik Buterin, *Ethereum Whitepaper* (2013). Disponible sur ethereum.org
 5. Lancement d'Ethereum : 30 juillet 2015 (bloc genesis « Frontier »). Source : ethereum.org
 6. DeFi — Total Value Locked (TVL) : >50 Mds \$ en 2025. Sources : DeFiLlama, DeFi Pulse
 7. Ethereum « The Merge » : transition PoW → PoS le 15 septembre 2022. Réduction de 99,95 % de la consommation énergétique. Concentration du staking : Lido (~29 %), Coinbase (~13 %), Kraken (~7 %). Sources : ethereum.org ; Dune Analytics
 8. Pannes Solana : au moins 7 pannes majeures entre 2021 et 2023, certaines durant plus de 17 heures. Source : Solana Status, rapports post-mortem
 9. Tether (USDT) : capitalisation ~120 Mds \$ (2025). Controverses sur les réserves : NYAG settlement (2021), attestations de réserves par BDO Italia. Voir : *The Wall Street Journal*, série d'articles sur Tether (2021-2023)
 10. USDC (Circle) : réserves auditées par Deloitte, composées de cash et de bons du Trésor US. Circle a gelé ~75 M\$ d'USDC liés à Tornado Cash sur demande de l'OFAC (août 2022)
 11. Faillite FTX : 11 novembre 2022, trou de ~8 Mds \$. Sam Bankman-Fried condamné à 25 ans de prison (mars 2024). Source : rapports du liquidateur John Ray III ; *The New York Times*
 12. Hyperliquid : DEX perpétuel L1, carnet d'ordres on-chain, latence <1 seconde. Token HYPE lancé fin 2024. Volume quotidien >1 Md \$. Source : hyperliquid.xyz
-

Pour aller plus loin

- **Andreas M. Antonopoulos** — *Mastering Bitcoin* (2017) et *Mastering Ethereum* (2018) — Les références techniques, accessibles et exhaustives
- **Camila Russo** — *The Infinite Machine* (2020) — L'histoire d'Ethereum racontée comme un thriller
- **Matt Levine** — *Money Stuff* (newsletter Bloomberg) — Analyses brillantes et souvent hilarantes de la crypto et de la finance traditionnelle
- **Laura Shin** — *The Cryptopians* (2022) — Les coulisses d'Ethereum et les conflits internes
- **Michael Lewis** — *Going Infinite* (2023) — L'histoire de Sam Bankman-Fried et la chute de FTX

La naissance de la bourse et le parallèle Actions/Altcoins

D'Amsterdam à Hyperliquid — 400 ans de spéculation, les mêmes leçons jamais apprises

La spéculation n'est pas née avec Bitcoin. Elle n'est même pas née avec Wall Street. Elle est née il y a quatre siècles, dans un port hollandais, avec des épices, des tulipes, et la même cupidité humaine qui fait tourner les marchés aujourd'hui. Comprendre l'histoire de la bourse, c'est comprendre que les cryptos ne réinventent pas la roue — elles la font tourner plus vite.

Les origines : Amsterdam et la première bourse du monde

La Compagnie des Indes orientales (1602)

Tout commence à **Amsterdam**, au début du XVII^e siècle. Le commerce des épices avec l'Asie est extrêmement lucratif — mais aussi extrêmement risqué. Un bateau peut revenir chargé de poivre et de cannelle valant une fortune, ou couler en route et tout perdre. Aucun marchand ne peut supporter seul ce risque.

La solution ? **Partager le risque — et les profits**. En 1602, la **Vereenigde Oost-Indische Compagnie** (VOC, Compagnie néerlandaise des Indes orientales) est créée. C'est la première société par actions de l'histoire : des investisseurs achètent des « parts » de la compagnie et partagent les bénéfices (ou les pertes) proportionnellement à leur mise¹.

Pour que ces parts puissent être revendues, il faut un lieu d'échange. C'est ainsi que naît la **Bourse d'Amsterdam** (1602) — le premier marché organisé d'actions au monde². Des marchands se retrouvent dans la cour du

Beurs, achètent et vendent des parts de la VOC. Le prix monte quand les nouvelles sont bonnes (un bateau arrive chargé), baisse quand elles sont mauvaises (un bateau coule). L'offre et la demande fixent le prix — le même mécanisme qu'aujourd'hui.

La tulipomanie (1637) : le premier krach spéculatif

La Hollande du XVII^e siècle nous offre aussi le **premier krach spéculatif** de l'histoire : la **tulipomanie**³.

Des bulbes de tulipes rares — notamment le « Semper Augustus » — atteignent des prix délirants. Au pic de la bulle, un seul bulbe peut valoir **autant qu'une maison sur un canal d'Amsterdam**. Des artisans, des fermiers, des servantes vendent tout ce qu'ils possèdent pour acheter des bulbes — non pas pour les planter, mais pour les revendre plus cher à quelqu'un d'autre.

En février 1637, les prix s'effondrent. Du jour au lendemain, un bulbe qui valait l'équivalent de 10 ans de salaire d'un ouvrier ne trouve plus d'acheteur. Les fortunes s'évaporent. Les contrats sont reniés. La détresse est généralisée.

Le parallèle avec les memecoins ? Flagrant. Remplacez « tulipe rare » par « DOGE » ou « SHIB ». Remplacez « artisans hollandais » par « traders Reddit ». Remplacez « canal d'Amsterdam » par « Twitter ». Le schéma est strictement identique — quatre siècles plus tard, l'humain n'a pas changé. La cupidité et la peur sont les deux seuls moteurs des marchés. Tout le reste n'est que contexte.

L'évolution de la bourse : du parquet aux algorithmes

Les grandes bourses modernes

- **1792 — New York Stock Exchange (NYSE)** : 24 courtiers signent le « Buttonwood Agreement » sous un platane de Wall Street. Ils

s'engagent à n'échanger des titres qu'entre eux, avec une commission fixe. Le club le plus exclusif du monde — et le plus lucratif⁴

- **1801 — London Stock Exchange (LSE)** : formalisation d'un marché qui existait informellement dans les cafés de Londres depuis le XVII^e siècle
- **2000 — Euronext** : fusion des bourses de Paris, Amsterdam et Bruxelles. La Bourse de Bruxelles, fondée en 1801, perd son indépendance⁵

Les indices : mesurer le marché

Un **indice boursier** est un panier d'actions représentant un marché ou un secteur : - **S&P 500** : les 500 plus grandes entreprises américaines. LA référence mondiale - **CAC 40** : les 40 plus grandes entreprises françaises - **BEL 20** : les 20 plus grandes entreprises belges - **NASDAQ** : orienté technologie (Apple, Microsoft, Google, Amazon, Tesla)

Les indices servent de **baromètre** — en théorie. En pratique, comme nous l'avons vu dans le chapitre sur la monnaie fiduciaire, les indices mesurent davantage la quantité de monnaie imprimée que la santé réelle de l'économie.

L'électronisation et la démocratisation

Le passage du **parquet physique aux écrans** a transformé la bourse : - **Années 1970-80** : les premiers systèmes électroniques remplacent les criées. Le NASDAQ (1971) est la première bourse entièrement électronique⁶ - **Années 2000** : l'internet ouvre l'accès aux particuliers. Les courtiers en ligne (eToro, Degiro, Interactive Brokers) permettent à quiconque d'acheter des actions depuis son canapé - **Années 2010-20** : le trading mobile (Robinhood, Trade Republic) achève la démocratisation. Acheter une action Apple prend 30 secondes sur son téléphone

Mais « démocratisation » ne veut pas dire « égalité ». Les hedge funds ont des algorithmes, des données, des connexions réseau en microsecondes. Le particulier a un smartphone et un article de blog. Le terrain de jeu est ouvert à tous — mais il n'est pas plat.

Le trading algorithmique : les machines prennent le relais

Le **trading algorithmique** — l'automatisation des décisions d'achat et de vente par des programmes informatiques — existe depuis les **années 1980** dans la finance traditionnelle⁷.

- **Années 80** : les premiers « program trading » sur les indices. Flash crash de 1987 — le Dow Jones perd 22 % en une journée, en partie à cause de ventes automatiques en cascade⁸
- **Années 90-2000** : les hedge funds (Renaissance Technologies, D.E. Shaw, Two Sigma) développent des modèles quantitatifs sophistiqués. Jim Simons et son Medallion Fund affichent des rendements de 66 % annuels moyens avant frais pendant 30 ans⁹
- **Années 2010** : le **HFT** (High-Frequency Trading) domine — des algorithmes qui exécutent des millions de transactions par jour pour capturer des fractions de centime. Ils représentent environ **50 % du volume des marchés actions américains**¹⁰

Le trading algorithmique sur les marchés traditionnels est resté longtemps réservé aux professionnels : accès aux données coûteux, API propriétaires, latence de connexion critique, barrières réglementaires.

Les cryptos ont changé la donne. Et c'est précisément le sujet du chapitre suivant.

Le parallèle Actions ↔ Altcoins

Maintenant que nous comprenons ce qu'est une action et ce qu'est un altcoin, comparons-les. Les ressemblances sont plus profondes qu'on ne le pense — et les différences plus instructives.

Les points communs

Aspect	Actions	Altcoins/Tokens
Nature	Part de propriété d'une entreprise	Part d'un projet/protocole crypto
Valeur	Liée aux résultats de l'entreprise	Liée à l'adoption et l'utilité du protocole
Prix	Offre et demande sur un marché	Offre et demande sur un marché
Spéculation	Oui — on parie sur la valeur future	Oui — on parie sur la valeur future
Volatilité	Variable (faible pour blue chips, forte pour small caps)	Élevée à extrême
Trading algo	Oui (depuis les années 80)	Oui (depuis les années 2010)

Les différences clés

Horaires : - Actions = marché réglementé, ouvert du lundi au vendredi, de 9h30 à 16h00 (NYSE). Fermé les jours fériés, les weekends, et la nuit. Les nouvelles importantes arrivent souvent hors horaires — et le marché ouvre avec un « gap » - Crypto = **24/7, 365 jours par an**. Pas de fermeture, pas de gap. Le marché ne dort jamais — et c'est précisément pour ça qu'un bot est indispensable

Intermédiaires : - Actions = courtier obligatoire (broker réglementé), chambre de compensation, dépositaire central. Plusieurs intermédiaires entre vous et votre action - Crypto = sur un DEX, **aucun intermédiaire**. Votre portefeuille interagit directement avec le smart contract. Sur un CEX, l'intermédiaire existe — mais au moins, vous avez le choix

Revenus passifs : - Actions = dividendes (une part des bénéfices de l'entreprise, versée régulièrement) - Crypto = staking (verrouiller ses tokens pour sécuriser le réseau et recevoir des récompenses), yield farming (fournir de la liquidité à des protocoles DeFi en échange de rendements)

Réglementation : - Actions = très réglementé. SEC (États-Unis), AMF (France), FSMA (Belgique). Obligations de transparence, audits, publications trimestrielles - Crypto = en cours de réglementation. MiCA en Europe (2024-2025), cadre SEC aux États-Unis encore flou. Les DEX restent largement hors cadre — pour l'instant

Corrélation : - Actions = diversification possible. Le secteur tech peut chuter pendant que la santé monte. Les actions ne bougent pas toutes dans la même direction - Crypto = **corrélation massive**. Quand BTC chute, tout chute. Les altcoins sont au BTC ce que les small caps sont au S&P 500 pendant un krach — en pire

La leçon : les altcoins sont les small caps du crypto

En bourse, les **small caps** (petites capitalisations) offrent plus de potentiel de gain que les blue chips — mais aussi beaucoup plus de risque. Quand le marché monte, les small caps montent plus vite. Quand il chute, elles chutent plus fort. Et beaucoup disparaissent purement et simplement.

C'est **exactement** le profil des altcoins. Sur les 10 000+ tokens qui existent, combien existeront encore dans 5 ans ? Probablement une fraction. La plupart des projets de l'ICO mania de 2017 sont morts. La plupart des tokens DeFi de l'été 2020 sont oubliés. La plupart des NFT de 2021 valent zéro.

BTC est le **S&P 500 du crypto** — le leader que tout le monde suit. ETH est le **NASDAQ** — plus volatil, plus technologique, plus de potentiel et plus de risque. Les altcoins sont les **penny stocks** — le casino.

Ce n'est pas un jugement moral — c'est une observation statistique. Et c'est une information cruciale pour quiconque construit un bot de trading : choisir les bons actifs est aussi important que choisir la bonne stratégie.

Notes et références

1. VOC (Vereenigde Oost-Indische Compagnie) : fondée le 20 mars 1602. Première société par actions, premier dividende (1610). Voir : Gelderblom & Jonker, *Completing a Financial Revolution: The Finance of the Dutch East India Trade* (2004)
2. Bourse d'Amsterdam : fondée en 1602, premier marché organisé de titres financiers. Le bâtiment de la Beurs d'Hendrick de Keyser (1611) est le premier bâtiment boursier construit à cet effet
3. Tulipomanie : pic en février 1637, effondrement brutal. Voir : Anne Goldgar, *Tulipmania: Money, Honor, and Knowledge in the Dutch Golden Age* (2007) — nuance les récits les plus extrêmes mais confirme la bulle spéculative
4. NYSE : fondé le 17 mai 1792 (Buttonwood Agreement). 24 courtiers, sous un platane (buttonwood) au 68 Wall Street. Source : NYSE Historical Archives
5. Euronext : créé le 22 septembre 2000, fusion de Paris Bourse, Amsterdam Exchanges et Brussels Exchanges. Bourse de Bruxelles fondée le 15 mai 1801
6. NASDAQ : lancé le 8 février 1971, première bourse entièrement électronique. Source : nasdaq.com, *Our History*
7. Trading algorithmique — origines : premiers programme trading dans les années 1980. Voir : Donald MacKenzie, *An Engine, Not a Camera: How Financial Models Shape Markets* (2006)
8. Flash crash de 1987 (« Black Monday ») : le Dow Jones perd 22,6 % le 19 octobre 1987. Le programme trading et les « portfolio insurance » amplifient la chute. Source : SEC Report, *The October 1987 Market Break* (1988)

9. Renaissance Technologies / Medallion Fund : rendement annuel moyen de 66 % avant frais (1988-2018). Voir : Gregory Zuckerman, *The Man Who Solved the Market* (2019)
10. HFT et volume de marché : estimations de 50-60 % du volume actions US. Source : SEC, *Equity Market Structure Literature Review* (2014) ; TABB Group
-

Pour aller plus loin

- **Anne Goldgar** — *Tulipmania* (2007) — L'histoire réelle de la bulle des tulipes, au-delà des légendes
- **Gregory Zuckerman** — *The Man Who Solved the Market* (2019) — L'histoire de Jim Simons et Renaissance Technologies
- **Michael Lewis** — *Flash Boys* (2014) — Les dessous du HFT et la course à la vitesse
- **Edwin Lefèvre** — *Reminiscences of a Stock Operator* (1923) — Un classique intemporel sur la psychologie du trader
- **Donald MacKenzie** — *An Engine, Not a Camera* (2006) — Comment les modèles financiers façonnent les marchés

Pourquoi le trading algorithmique sur crypto — et le fisc qui regarde

Un marché qui ne dort jamais, des API ouvertes à tous, et un État qui apprend à compter vos satsoshis

Ce chapitre ferme le Tome 1. Il fait le pont entre tout ce que nous avons vu — l’histoire de la monnaie, la perte de confiance, l’écosystème crypto, les marchés financiers — et ce que nous allons construire dans le Tome 2 : un robot de trading.

Pourquoi les cryptos sont-elles le terrain idéal pour le trading algorithmique ? Et pourquoi le fisc est-il de plus en plus intéressé par ce que vous faites avec ?

Pourquoi le trading algorithmique sur crypto

1. Un marché 24/7 — l’argument qui tue

Les marchés actions ouvrent à 9h30, ferment à 16h00, et prennent leurs weekends. Quatre-vingt heures de marché par semaine, maximum.

Le marché crypto est ouvert **168 heures par semaine**. Pas de fermeture, pas de jour férié, pas de weekend. Le Bitcoin ne prend pas de vacances. Ni le 25 décembre, ni le dimanche à 3 heures du matin — et c’est souvent à 3 heures du matin un dimanche que les mouvements les plus violents se produisent.

L'implication : aucun humain ne peut surveiller un marché 24/7. Physiquement impossible. Vous dormez, vous mangez, vous travaillez, vous avez une vie. Le marché, lui, ne s'arrête jamais. C'est **l'argument fondamental** en faveur du trading algorithmique sur crypto : il vous faut un robot. Pas par choix — par nécessité¹.

2. Volatilité élevée — plus de risque, plus d'opportunités

Bitcoin peut bouger de **5 à 10 % en une journée**. Les altcoins peuvent faire **20-30 %** dans la même journée. En comparaison, le S&P 500 bouge en moyenne de 0,5 à 1 % par jour.

Cette volatilité est **terrifiante pour un investisseur passif** — mais c'est une **aubaine pour un trader algorithmique** avec une stratégie solide. Chaque mouvement est une opportunité de trade. Plus le prix bouge, plus les enveloppes sont touchées, plus le bot travaille. Un marché plat est l'ennemi du trader — la volatilité est son carburant.

3. API ouvertes — la porte d'entrée technique

C'est probablement l'avantage le moins médiatisé et le plus important.

Sur les marchés actions, accéder aux données en temps réel et exécuter des ordres automatiquement nécessite des **licences coûteuses**, des **comptes professionnels**, des **intermédiaires agréés**, et souvent une **infrastructure technique lourde** (connexions dédiées, colocation en datacenter)².

Sur les marchés crypto ? N'importe quel exchange — centralisé ou décentralisé — offre une **API gratuite et ouverte**. Avec quelques lignes de Python et une clé API, vous pouvez : - Récupérer les prix en temps réel (WebSocket) - Consulter votre portefeuille - Placer, modifier et annuler des ordres - Accéder à l'historique de vos trades

CCXT, une bibliothèque open source Python, unifie l'accès à plus de 100 exchanges avec une interface commune³. Vous écrivez votre code une fois, et il fonctionne sur Binance, Bybit, Bitget, Hyperliquid, Kraken... Le rêve de tout développeur.

Cette ouverture est un **changement de paradigme**. Pour la première fois dans l'histoire des marchés financiers, un particulier avec un ordinateur portable et une connexion internet a accès aux mêmes outils techniques que les professionnels. Le terrain n'est pas totalement plat — les professionnels ont plus de capital, plus d'expérience, plus d'infrastructure — mais la **porte est ouverte**. Elle ne l'a jamais été autant.

4. Frais faibles — des stratégies viables pour les petits capitaux

Les frais de trading sur les exchanges crypto sont typiquement de **0,02 % à 0,10 %** par transaction (maker/taker)⁴. Sur Hyperliquid, les frais maker peuvent descendre à **0,01 %** avec des volumes suffisants.

En comparaison, un trade action chez un courtier classique coûte entre 1 et 10 euros de commission fixe. Pour un capital de 1 000 euros, un achat-vente coûte entre 0,2 % et 2 % rien qu'en frais. Avec des frais crypto de 0,05 %, le même aller-retour coûte **0,10 %**. Vingt fois moins.

C'est ce qui rend les stratégies à haute fréquence de trades viables même avec des capitaux modestes. Un bot qui fait 10 trades par jour à 0,05 % de frais par trade paie 0,5 % par jour en frais. Un bot qui fait les mêmes 10 trades en bourse à 5 € par trade paie 100 €/jour — soit 10 % d'un capital de 1 000 €. Impraticable.

5. Innovation rapide — DeFi et DEX

La finance décentralisée (DeFi) et les échanges décentralisés (DEX) offrent des possibilités qui n'existent tout simplement pas sur les marchés traditionnels :

- **Trading sans KYC** : sur Hyperliquid, pas de vérification d'identité. Votre portefeuille est votre identité

- **Perpétuels décentralisés** : des contrats à terme sans date d'expiration, avec levier, sur un DEX
- **Composabilité** : les protocoles DeFi peuvent être combinés comme des Lego — emprunter sur Aave, trader sur Uniswap, et staker le résultat, le tout dans une seule transaction

Le rythme d'innovation est incomparable avec la finance traditionnelle, où le moindre changement nécessite des années de lobbying réglementaire.

CARF et DAC8 : le fisc apprend à compter vos satohis

Le contexte : la fin de l'angle mort

Pendant des années, les cryptomonnaies étaient un **angle mort fiscal**. Les États savaient qu'il existait un marché de milliards de dollars, mais n'avaient pas les outils pour tracer les transactions et identifier les contribuables. Les échanges offshore ne partageaient rien. Les DEX n'avaient rien à partager.

C'est terminé.

CARF — Le cadre mondial (OCDE)

Le **CARF** (Crypto-Asset Reporting Framework) est un cadre créé par l'OCDE en **octobre 2022** pour l'échange automatique d'informations fiscales sur les crypto-actifs entre pays⁵.

Les chiffres : - **48+ juridictions** engagées (toute l'UE, le Royaume-Uni, le Canada, le Japon, l'Australie, Singapour, la Corée du Sud...) - Collecte des données dès le **1er janvier 2026** - Premier reporting aux administrations fiscales avant le **30 septembre 2027** - Seuil de reporting international : transactions > **50 000 \$**

Ce que les prestataires crypto doivent collecter et transmettre : - Identité complète : nom, adresse, numéro fiscal, date et lieu de naissance - Types de crypto échangés - Quantités et montants bruts - Transferts vers des wallets externes - Soldes de comptes

Les États-Unis ont leur propre calendrier : début du reporting en **2029**. Mais ne vous y trompez pas — l'IRS (Internal Revenue Service) a déjà ses propres outils de traçage (Chainalysis, CipherTrace) et poursuit activement les fraudeurs⁶.

DAC8 — La transposition européenne

DAC8 (8^e Directive sur la Coopération Administrative) est la transposition européenne du CARF⁷.

- Entrée en vigueur : **1er janvier 2026** dans toute l'UE
- Premier reporting des prestataires aux administrations fiscales nationales : **31 janvier 2027** (opérations 2026)
- En Belgique : le SPF Finances recevra automatiquement toutes les données des plateformes crypto opérant dans l'UE
- Échange automatique entre pays de l'UE — plus besoin de demande spécifique, tout est transmis systématiquement

Impact concret pour un trader belge

Les règles fiscales ne changent pas en soi. En Belgique, la distinction reste la même : - **Gestion normale du patrimoine privé** : les plus-values ne sont pas imposées (en théorie) - **Spéculation** : les plus-values sont imposées comme revenus divers à 33 % + additionnels communaux - **Activité professionnelle** : imposition au taux marginal (jusqu'à 50 %)

La frontière entre « gestion normale » et « spéculation » est floue, subjective, et laissée à l'appréciation de l'administration fiscale. Un bot de trading qui fait 10 trades par jour sera-t-il considéré comme de la « gestion normale » ? Probablement pas. L'administration fiscale belge considère

généralement que la fréquence élevée des transactions, l'utilisation de levier et le recours à des outils sophistiqués sont des indicateurs de spéculation⁸.

Ce qui change avec CARF/DAC8 : les omissions deviennent quasi **impossibles**. Tout est tracé, échangé, croisé automatiquement. Les plateformes offshore ne protègent plus rien : le CARF couvre 48+ pays. Votre exchange à Singapour rapportera vos transactions au fisc singapourien, qui les transmettra au fisc belge.

L'obligation de tenue de registre devient plus que jamais cruciale. Chaque trade doit être documenté : date, montant, crypto, prix d'entrée, prix de sortie, frais, P&L. C'est précisément ce que fait un outil comme **DCA8** — et c'est précisément ce qu'un bot de trading bien conçu génère automatiquement (fichiers CSV de trades, logs détaillés).

Le paradoxe fondamental

Bitcoin a été conçu pour échapper au contrôle étatique. Mais les rampes d'accès — les échanges centralisés où vous convertissez vos euros en BTC — sont désormais sous **surveillance totale**. La décentralisation protège le protocole, pas l'utilisateur qui passe par un intermédiaire centralisé.

Les DEX (échanges décentralisés) comme Hyperliquid restent hors périmètre... **pour l'instant**. Pas de KYC, pas de reporting, pas de données à transmettre — parce qu'il n'y a pas d'entité centrale qui les détient.

Mais pour combien de temps ? Le CARF mentionne explicitement que son périmètre pourrait être élargi aux DEX dans les futures révisions⁹. L'UE travaille déjà sur des mécanismes de traçage on-chain. La question n'est pas « si » les DEX seront encadrés — c'est « quand » et « comment ».

C'est l'éternelle tension entre innovation et contrôle. Chaque avancée technologique provoque une réponse réglementaire. Les cypherpunks créent Bitcoin → les États créent le CARF. Les développeurs créent les DEX → les régulateurs préparent la suite. Le jeu du chat et de la souris n'a pas de fin — il a juste des manches.

La transition vers le Tome 2

Nous voilà à la fin du Tome 1 — les fondations.

Vous savez maintenant **pourquoi** les cryptos existent : parce que le système monétaire traditionnel est cassé, manipulé, et au service de ceux qui le contrôlent.

Vous savez **comment** l'écosystème fonctionne : Bitcoin comme réserve de valeur, Ethereum comme plateforme programmable, les stablecoins comme pont vers le vieux monde, les DEX comme incarnation de la décentralisation.

Vous savez **pourquoi** le trading algorithmique sur crypto est non seulement viable mais nécessaire : un marché 24/7, des API ouvertes, des frais faibles, une volatilité qui nourrit les stratégies.

Et vous savez que **le fisc regarde** : CARF, DAC8, traçabilité automatique. Ce qui rend d'autant plus important de faire les choses correctement — documentation, registres, conformité.

Le Tome 2 — **Construction** — va passer de la théorie à la pratique. Nous allons construire un robot de trading, étape par étape : - La stratégie des enveloppes de moyenne mobile - Le backtesting : tester avant de risquer un centime - Le code Python : de la première ligne à un bot fonctionnel - La gestion du risque : les règles qui vous gardent en vie - Les intérêts composés : la huitième merveille du monde, en code

Et le Tome 3 — **Réalité** — confrontera tout cela aux résultats réels. Deux ans de trading live. Les victoires, les liquidations, les leçons. Pas de théorie — des faits.

La révolte silencieuse continue. Mais maintenant, elle a un plan.

Notes et références

1. Marchés crypto 24/7 : par opposition aux marchés actions (NYSE : 6h30 de trading/jour, 252 jours/an = ~1 600h/an ; crypto : 8 760h/an — 5,5x plus de temps de marché)
2. Coûts d'accès aux données de marché professionnelles : NYSE Market Data — licences de 1 000 à 50 000 \$/mois selon le type de données. Source : NYSE, *Market Data Pricing* (2024)
3. CCXT : bibliothèque open source, 100+ échanges supportés, 40 000+ étoiles GitHub. Source : github.com/ccxt/ccxt
4. Frais de trading crypto : Binance maker/taker 0,10 %/0,10 % (standard), Hyperliquid 0,01 %/0,035 % (taker standard). Source : pages de frais respectives des échanges
5. CARF : OECD, *Crypto-Asset Reporting Framework and Amendments to the Common Reporting Standard* (octobre 2022). 48 juridictions engagées (Early Adopter Group)
6. IRS et crypto : utilisation de Chainalysis et CipherTrace pour tracer les transactions. Cas notable : saisie de 3,6 Mds \$ en BTC volés (affaire Bitfinex, 2022). Source : U.S. Department of Justice
7. DAC8 : Directive (UE) 2023/2226 du Parlement européen et du Conseil, adoptée le 17 octobre 2023. Entrée en vigueur : 1er janvier 2026
8. Fiscalité crypto en Belgique : Service des décisions anticipées (SDA/ ruling), critères de spéculation vs gestion normale. Voir : SPF Finances, FAQ Crypto-monnaies ; Fisconetplus, circulaires crypto

9. Extension du CARF aux DEX : OECD, *Implementation Package for the CARF* (2024) — mention explicite des « decentralised exchanges and protocols » comme périmètre futur potentiel

Pour aller plus loin

- **Ernest P. Chan** — *Quantitative Trading* (2008) et *Algorithmic Trading* (2013) — Les bases du trading quantitatif, applicables aux cryptos
- **Marcos López de Prado** — *Advances in Financial Machine Learning* (2018) — Techniques avancées de ML pour le trading
- **Kevin Davey** — *Building Winning Algorithmic Trading Systems* (2014) — Approche pratique du développement de systèmes de trading
- **Andreas M. Antonopoulos** — *The Internet of Money* (série) — Comprendre pourquoi les cryptos changent tout
- **OECD** — *Crypto-Asset Reporting Framework* (2022) — Le texte officiel du CARF, pour ceux qui veulent lire dans le détail

Quand l'impôt se transforme en racket

Le contrat social trahi

L'impôt est un contrat. Le citoyen accepte de contribuer au pot commun — éducation, santé, infrastructure, sécurité — en échange d'un État qui sert l'intérêt général. Ce principe n'est contesté par personne de raisonnable. Sans impôt, pas de routes, pas d'hôpitaux, pas de justice.

Mais que se passe-t-il quand ce contrat est systématiquement rompu d'un côté ? Quand l'argent collecté ne sert plus l'intérêt général mais des intérêts particuliers ? Quand les règles sont écrites par ceux qui en profitent le plus, et appliquées à ceux qui en profitent le moins ?

L'impôt cesse alors d'être un contrat. Il devient un racket.

L'impôt à deux vitesses

En Belgique, un salarié atteint le taux marginal de 50 % dès 46 440 euros de revenus. Un indépendant, après cotisations sociales et impôts, conserve à peine la moitié de ce qu'il facture. La pression fiscale belge — environ 45 % du PIB — est parmi les plus élevées au monde.

Pendant ce temps, les multinationales jouent dans une autre catégorie. Google, Apple, Amazon et Meta ont longtemps affiché des taux d'imposition effectifs inférieurs à 1 % en Europe, grâce à des montages légaux impliquant l'Irlande, le Luxembourg ou les Pays-Bas. Des stratégies parfaitement légales, conçues par des armées d'avocats fiscalistes que seuls les plus riches peuvent s'offrir.

Les **Panama Papers** (2016), les **Paradise Papers** (2017) et les **Pandora Papers** (2021) ont révélé l'ampleur du phénomène : des milliers de milliards dissimulés dans des paradis fiscaux par les élites mondiales — politiciens, chefs d'entreprise, sportifs, personnalités publiques. Les mêmes qui votent les lois fiscales ou bénéficient du système qu'elles protègent.

Et les conséquences ? Dérisoires. Quelques amendes symboliques, quelques démissions vite oubliées. En revanche, Antoine Deltour, le lanceur d'alerte luxembourgeois qui a révélé le scandale LuxLeaks — des accords fiscaux secrets entre le Luxembourg et des multinationales — a été poursuivi en justice. Pas les fraudeurs. Le lanceur d'alerte.

Le message est clair : le système se protège lui-même.

Où va l'argent ?

Si la pression fiscale était le prix d'un État efficace, on pourrait l'accepter. Mais regardons où va réellement l'argent.

Le sauvetage des banques. En 2008, la crise des subprimes — née de la spéculation irresponsable du secteur financier — a été réglée avec l'argent public. En Europe, plus de 1 600 milliards d'euros d'aides d'État ont été versés aux banques entre 2008 et 2014. Les citoyens ont payé la facture sous forme d'austérité : gel des salaires, coupes dans les services publics, hausse des impôts. Les banquiers responsables n'ont presque jamais été poursuivis. Les bonus ont repris dès l'année suivante.

Privatisation des profits, socialisation des pertes. C'est la définition même du racket.

L'inefficacité administrative. La Belgique, avec ses six gouvernements et ses dizaines de niveaux de pouvoir, est un cas d'école. Une bureaucratie tentaculaire qui coûte parfois plus cher que les services qu'elle est censée

fournir. Des projets pharaoniques qui dépassent systématiquement leur budget — sans conséquence pour les responsables. L'argent du contribuable, dilapidé dans l'indifférence générale.

Les dépenses militaires. L'OTAN exigeait 2 % du PIB en dépenses de défense — un objectif que la plupart des pays membres n'ont jamais atteint. Désormais, on parle de 5 %. Pour la Belgique, cela représenterait des dizaines de milliards supplémentaires — de l'argent qui ne va ni dans les écoles, ni dans les hôpitaux, ni dans la transition énergétique. On ne demande pas l'avis du citoyen. On lui présente la facture.

Un exemple concret : la Belgique a commandé 34 avions de combat **F-35** à Lockheed Martin pour environ 4 milliards d'euros à l'achat. Le coût total sur la durée de vie du programme — maintenance, pièces détachées, mises à jour — est estimé entre **10 et 15 milliards d'euros**. Le programme F-35 est le plus coûteux de l'histoire militaire mondiale (1 700 milliards de dollars à l'échelle globale) et accumule les retards, les défauts techniques et les dépassements de budget. Certains pays commencent à douter de la livraison dans les délais, voire de la livraison tout court. Mais les contrats sont signés, l'argent est engagé, et c'est le contribuable qui paie — qu'il reçoive les avions ou non.

Et surtout : ces avions n'auront **aucun impact sur une défense réelle**. Les conflits modernes se jouent avec des drones à quelques milliers d'euros, des cyberattaques, de la guerre hybride et de la désinformation. L'Ukraine l'a démontré : des drones FPV à 500 dollars détruisent des chars à plusieurs millions. Un F-35 à 100 millions de dollars pièce est une relique de la guerre froide — un outil conçu pour enrichir l'industrie de l'armement, pas pour protéger des citoyens. On dépense des milliards pour une vitrine technologique pendant que la vraie sécurité — cyberdéfense, résilience énergétique, résilience alimentaire, protection des infrastructures critiques — reste sous-financée. La Belgique importe plus de 80 % de son

alimentation. En cas de crise majeure, un F-35 ne nourrit personne. L'autonomie alimentaire, elle, est une question de survie — et elle ne figure dans aucun plan de défense.

Le système occulte : corruption, compromission et impunité

Il y a une raison pour laquelle le système ne change jamais. Ce n'est pas par incompetence. C'est par design.

Les scandales de corruption ne sont pas des accidents isolés. Ce sont les symptômes d'un système où le pouvoir politique et le pouvoir financier se tiennent mutuellement en laisse — chacun détenant sur l'autre suffisamment pour garantir le silence.

L'affaire Epstein en est l'illustration la plus glaçante. Jeffrey Epstein, financier condamné pour trafic sexuel, entretenait un réseau de compromission qui liait les élites politiques, financières et académiques de la planète. Des présidents, des princes, des PDG, des scientifiques — tous dans le même carnet d'adresses. Epstein ne vendait pas seulement du vice. Il vendait du **levier** : quand vous avez des preuves compromettantes sur un chef d'État ou un patron de banque, vous ne payez plus d'impôts. Vous n'êtes plus poursuivi. Vous écrivez les règles.

Epstein est mort en prison dans des circonstances que personne ne trouve crédibles. Son réseau, lui, n'a jamais été démantelé. Les clients n'ont presque jamais été inquiétés. Les dossiers ont été partiellement déclassifiés — suffisamment pour confirmer l'ampleur du système, pas assez pour que quiconque rende des comptes.

Ce n'est pas du conspirationnisme. Ce sont des faits judiciaires documentés, des témoignages sous serment, des décisions de justice rendues publiques.

Et Epstein n'est que la partie visible. Les marchés publics truqués, les rétrocommissions sur les contrats d'armement, les postes de conseil offerts aux anciens ministres par les entreprises qu'ils ont favorisées — les mécanismes de corruption sont aussi vieux que le pouvoir. Ce qui est nouveau, c'est l'échelle.

Le Qatargate (2022) a révélé que des députés européens recevaient des valises de billets pour influencer les résolutions du Parlement. Des centaines de milliers d'euros en cash, dans des sacs, en plein Bruxelles. Les mêmes institutions qui votent les directives fiscales que vous devez respecter.

Les revolving doors — les « portes tournantes » entre le secteur public et le privé — sont devenues la norme. Un ancien commissaire européen rejoint Goldman Sachs. Un ancien premier ministre rejoint un fonds d'investissement. Un régulateur financier est embauché par la banque qu'il supervisait. Comment attendre de ces gens qu'ils régulent un système dont ils comptent profiter dès leur départ ?

Tout se tient. L'argent public finance les banques. Les banques financent les campagnes. Les élus écrivent les lois fiscales. Les lois fiscales protègent ceux qui financent les campagnes. La boucle est fermée. Et quand quelqu'un menace de l'ouvrir — un lanceur d'alerte, un journaliste, un procureur trop zélé — le système se referme sur lui.

C'est la vraie raison pour laquelle la taxe Tobin n'a jamais été adoptée, les Panama Papers n'ont mené à presque rien, et le petit trader est surveillé pendant que les flux financiers des puissants circulent librement. Ce n'est pas un dysfonctionnement. **C'est le fonctionnement normal d'un système conçu par et pour ceux qui en profitent.**

La double peine : inflation + impôts

Le citoyen ne paie pas une seule fois. Il paie deux fois.

Première peine : l'inflation. Les banques centrales — la BCE en Europe, la Fed aux États-Unis — ont injecté des milliers de milliards dans le système depuis 2008 (quantitative easing). Cette création monétaire massive a provoqué une inflation qui érode le pouvoir d'achat de tous. L'inflation est une taxe invisible : personne ne la vote, personne ne l'approuve, mais tout le monde la paie. En 2022-2023, l'inflation en zone euro a atteint 8 à 10 % — le coût direct de décennies d'impression monétaire.

Deuxième peine : les impôts. Pour compenser les déficits creusés par cette même impression monétaire et par la mauvaise gestion, l'État augmente les prélèvements. Le citoyen paie donc deux fois la même erreur : une fois par la perte de pouvoir d'achat, une fois par la hausse des impôts.

Et il y a un mécanisme encore plus pervers : le **fiscal drag** (ou *bracket creep*). Quand les salaires augmentent pour compenser l'inflation, les contribuables glissent mécaniquement vers des tranches d'imposition supérieures — même si leur pouvoir d'achat réel n'a pas bougé. Ils paient plus d'impôts sur un revenu qui vaut moins. L'État s'enrichit de l'inflation qu'il a lui-même provoquée.

Le petit trader dans le viseur

C'est dans ce contexte qu'arrivent le **CARF** et **DAC8**.

Le CARF (Crypto-Asset Reporting Framework), cadre de l'OCDE, et sa transposition européenne DAC8, imposent aux plateformes crypto de transmettre automatiquement aux administrations fiscales l'identité complète des utilisateurs, les types de crypto échangés, les montants, les transferts vers des portefeuilles externes et les soldes des comptes. Collecte dès le 1er janvier 2026, premier reporting en 2027. Quarante-huit pays engagés.

Le petit trader qui gagne quelques centaines d'euros par mois avec son bot de trading sera traqué transaction par transaction. Chaque achat, chaque vente, chaque transfert — documenté, transmis, croisé automatiquement entre pays.

Pendant ce temps, les hedge funds et les family offices bénéficient de régimes dérogatoires, de reports d'imposition et de structures opaques. Les fonds d'investissement domiciliés au Luxembourg ou aux îles Caïmans ne sont pas soumis aux mêmes contraintes.

Le message implicite est limpide : l'État ne tolère l'enrichissement que s'il passe par les canaux qu'il contrôle et dont il prélève sa part. L'autonomie financière du citoyen ordinaire est perçue comme une menace, pas comme un progrès.

Quand l'État se sert directement

L'histoire montre que lorsque le système est acculé, il n'hésite pas à franchir la ligne.

1933, États-Unis. L'Executive Order 6102 interdit aux citoyens américains de posséder de l'or. Ils doivent le remettre à l'État au prix de 20,67 dollars l'once. Une fois l'or confisqué, le gouvernement réévalue l'once à 35 dollars — captant 69 % de plus-value au passage. Un vol légal qui durera 41 ans.

2013, Chypre. Pour sauver les banques de l'île, l'Union européenne impose un « bail-in » : une ponction directe sur les comptes bancaires des déposants. Les comptes de plus de 100 000 euros perdent jusqu'à 47,5 % de leur contenu. Du jour au lendemain. Sans recours.

2022, Russie. Les réserves de la banque centrale russe — environ 300 milliards de dollars — sont gelées par les pays occidentaux. Quel que soit le jugement qu'on porte sur le conflit en Ukraine, ce précédent a envoyé un signal mondial : même les réserves souveraines d'un État ne sont pas à l'abri si vous déplaisez au bon camp.

Ces épisodes ne sont pas des anomalies. Ce sont des précédents. Ils montrent que quand le système est acculé, c'est toujours le citoyen — ou le pays le plus faible — qui paie. L'impôt devient l'outil de dernier recours : flexible, unilatéral, et toujours présenté comme « nécessaire » ou « solidaire ».

Ce n'est pas une question d'impôt. C'est une question de justice.

Soyons clairs : cet article n'est pas un plaidoyer anti-fiscal. L'impôt est indispensable. C'est le prix de la civilisation.

Mais quand le système fiscal est conçu pour protéger ceux qui en ont le moins besoin et pressurer ceux qui en ont le plus besoin, il perd sa légitimité. Quand l'argent collecté sert à renflouer des banques plutôt qu'à construire des écoles, le contrat social est rompu. Quand le petit trader est traqué transaction par transaction pendant que les Panama Papers restent impunis, l'égalité devant l'impôt est une fiction.

Les cryptomonnaies et le trading algorithmique ne sont pas des solutions anti-impôt. Ce sont des outils de souveraineté individuelle — la possibilité de reprendre le contrôle de ses finances dans un système conçu pour que vous restiez dépendant.

La vraie question n'est pas « comment payer moins d'impôts ». La vraie question est : **pourquoi acceptons-nous un système où les règles sont écrites par ceux qui n'ont aucune intention de les respecter ?**

Pour aller plus loin

- **Gabriel Zucman** — *La Richesse cachée des nations* (2013) — L'évasion fiscale mondiale chiffrée
- **Thomas Piketty** — *Le Capital au XXIe siècle* (2013) — Les inégalités patrimoniales structurelles
- **Brooke Harrington** — *Capital without Borders* (2016) — Comment les wealth managers protègent les fortunes
- **ICIJ** — Panama Papers, Paradise Papers, Pandora Papers — Enquêtes journalistiques sur l'évasion fiscale mondiale
- **Antoine Deltour** — Lanceur d'alerte LuxLeaks — Son témoignage et son combat judiciaire

La micro-taxe : taxer les flux, pas les gens

Et si la solution existait depuis 1972 ?

Dans l'article précédent, nous avons décrit un système fiscal à deux vitesses : 50 % d'impôt sur le travail du salarié belge, moins de 1 % pour les GAFAM. Des Panama Papers sans conséquences. Des banques renflouées avec l'argent public. Un racket déguisé en contrat social.

Mais critiquer ne suffit pas. Proposer est plus difficile — et plus utile. Il existe une idée simple, ancienne, et techniquement réalisable, qui pourrait transformer radicalement la fiscalité : **la micro-taxe sur les transactions financières**.

Le principe : le volume remplace le taux

L'idée est élémentaire. Au lieu de taxer lourdement le travail, l'épargne et la consommation, on prélève un pourcentage infime — entre 0,01 % et 0,1 % — sur **chaque transaction financière** : actions, obligations, dérivés, devises, cryptomonnaies, paiements électroniques.

Le taux est ridiculement bas. Mais le volume est astronomique.

Quelques chiffres : - Le marché des **actions** brasse environ 500 milliards de dollars par jour dans le monde. - Les **dérivés** (options, futures, swaps) : plus de 1 000 milliards par jour. - Le **forex** (échange de devises) : environ 7 500 milliards par jour. - Les **paiements électroniques** : des milliers de milliards supplémentaires.

Une micro-taxe de 0,05 % sur l'ensemble de ces flux générerait des recettes colossales — largement suffisantes pour financer les services publics, tout en réduisant drastiquement l'impôt sur le travail.

Vous achetez pour 1 000 euros d'actions ? Vous payez 50 centimes de taxe. Vous vendez ? Encore 50 centimes. Une somme imperceptible pour le particulier, mais qui, multipliée par des milliards de transactions quotidiennes, change tout.

La Taxe Tobin : une idée brillante, enterrée par ceux qu'elle dérange

Cette idée n'est pas nouvelle. En **1972**, l'économiste américain **James Tobin** — futur prix Nobel d'économie (1981) — propose une taxe sur les transactions de change pour freiner la spéculation sur les devises. Son raisonnement est simple : la spéculation à court terme déstabilise les économies ; une petite friction sur chaque transaction découragerait les mouvements purement spéculatifs sans affecter les échanges commerciaux réels.

L'idée a été reprise dans les années 2000 par le mouvement **ATTAC** et par de nombreux économistes et mouvements citoyens. Elle a été débattue au Parlement européen. Elle a fait l'objet de propositions de loi dans plusieurs pays.

Elle n'a jamais été réellement adoptée à grande échelle.

Pourquoi ? La réponse est brutalement simple. Ceux qui seraient taxés — les banques d'investissement, les hedge funds, les firmes de trading haute fréquence — sont précisément ceux qui financent les campagnes électorales, emploient les cabinets de lobbying les plus puissants, et fournissent les « conseillers » qui rédigent les lois financières. Proposer la taxe Tobin, c'est demander au renard de voter pour la clôture du poulailler.

La preuve que c'est faisable : la TOB belge

Les sceptiques affirment qu'une taxe sur les transactions est techniquement impossible ou économiquement destructrice. La Belgique prouve le contraire depuis des décennies.

La **TOB (Taxe sur les Opérations de Bourse)** prélève entre 0,12 % et 1,32 % sur les transactions boursières des particuliers belges. Elle est collectée automatiquement par les courtiers, sans friction, sans bureaucratie. Elle fonctionne.

Mais — et c'est là que l'asymétrie réapparaît — elle ne s'applique qu'aux **particuliers**. Pas au trading institutionnel. Pas aux dérivés de gré à gré (OTC). Pas aux flux les plus massifs. Encore une fois, les règles s'appliquent aux petits, pas aux gros.

La blockchain : l'outil parfait pour une fiscalité juste

Voici le paradoxe le plus savoureux de cette histoire.

La technologie que les États cherchent à réguler et à surveiller — la blockchain — est **précisément** celle qui rendrait la micro-taxe parfaitement applicable.

Chaque transaction sur une blockchain est : - **Traçable** : on sait exactement qui envoie quoi à qui. - **Horodatée** : impossible d'antidater ou de dissimuler. - **Immuable** : une fois enregistrée, impossible à effacer ou à modifier. - **Automatisable** : un *smart contract* pourrait prélever automatiquement la micro-taxe à chaque transaction.

Zéro bureaucratie. Zéro fraude. Zéro optimisation possible. Transparence totale : chaque centime collecté serait visible par tous, en temps réel, sur un registre public.

Comparez cela au système actuel : des milliers de pages de code fiscal, des armées d'avocats fiscalistes, des montages à travers trois paradis fiscaux, et un contrôle qui ne s'applique qu'à ceux qui n'ont pas les moyens de le contourner.

La blockchain offre une fiscalité que personne ne peut contourner — pas les multinationales, pas les milliardaires, pas les fonds d'investissement. C'est exactement pour cela qu'elle n'intéresse pas ceux qui écrivent les lois fiscales.

Le trading haute fréquence : une taxe privée sur la liquidité

Une micro-taxe aurait un effet secondaire considérable : elle **éliminerait le trading haute fréquence (HFT)**.

Le HFT consiste à exécuter des millions de transactions par jour pour capturer des profits infimes — des fractions de centime par opération. Ces firmes investissent des milliards en infrastructure (serveurs colocalisés au plus près des bourses, câbles sous-marins dédiés, puces sur mesure) pour être plus rapides que les autres d'une microseconde.

Une micro-taxe de 0,01 % rendrait ce modèle non viable : les marges seraient effacées par la taxe.

Est-ce un problème ? Le HFT ne crée pas de valeur économique réelle. Il ne finance pas d'entreprise. Il ne produit rien. Il **extraie** des micro-profits en exploitant un avantage de vitesse — une taxe privée prélevée sur tous les autres participants du marché, y compris les fonds de pension et les petits épargnants.

Plusieurs études académiques montrent que le HFT **augmente** la volatilité artificielle et peut amplifier les krachs éclair (*flash crashes*). Supprimer ce parasitisme rendrait les marchés plus stables et plus justes.

Pourquoi ça ne se fait pas

Si la micro-taxe est si logique, pourquoi n'existe-t-elle pas ?

Le lobby financier. L'industrie financière est le secteur qui dépense le plus en lobbying au monde. À Bruxelles comme à Washington, des milliers de lobbyistes travaillent à temps plein pour préserver le statu quo.

L'argument de la fuite des capitaux. « Si vous taxez les transactions ici, les capitaux iront ailleurs. » C'est l'argument massue, brandi à chaque tentative. Mais il a une faille : si la micro-taxe est **mondiale** — comme le CARF l'est pour la surveillance — il n'y a nulle part où fuir.

Et c'est là que réside l'ironie finale : le CARF prouve qu'une coordination internationale est parfaitement possible quand la volonté politique existe. Quarante-huit pays se sont coordonnés pour **surveiller** les transactions crypto des citoyens. Quarante-huit pays pourraient tout aussi bien se coordonner pour **taxer** les flux financiers des multinationales et des hedge funds.

La coordination internationale existe — pour surveiller les petits. Elle n'existe pas — pour taxer les gros. Ce n'est pas un hasard. C'est un choix.

Conclusion : taxer les flux, libérer le travail

La micro-taxe n'est pas une utopie. C'est une idée vieille d'un demi-siècle, techniquement triviale, économiquement viable, et rendue encore plus simple par la blockchain. Elle ne manque que d'une chose : la volonté politique.

Au lieu de taxer celui qui travaille, celui qui épargne, celui qui entreprend — on taxerait les flux. Au lieu de traquer le petit trader transaction par transaction, on prélèverait automatiquement une fraction invisible sur chaque mouvement financier, sans exception, sans échappatoire, sans paradis fiscal.

L'article précédent posait la question : pourquoi acceptons-nous un système où les règles sont écrites par ceux qui n'ont aucune intention de les respecter ? Cet article propose une réponse : changeons les règles. La technologie le permet. Il ne reste qu'à le décider.

Pour aller plus loin

- **James Tobin** — *A Proposal for International Monetary Reform* (1978) — L'article fondateur de la taxe Tobin
- **Gabriel Zucman** — *Le Triomphe de l'injustice* (2020, avec E. Saez) — Propositions concrètes pour une fiscalité mondiale
- **ATTAC** — *Taxe Tobin : agir ici et maintenant* — Le mouvement citoyen qui a popularisé l'idée
- **Michael Lewis** — *Flash Boys* (2014) — Enquête sur le trading haute fréquence et sa prédation sur les marchés
- **Paul De Grauwe** — Économiste belge, travaux sur la taxation des transactions financières en Europe